

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

[C – 2024/001105]

**18 JANVIER 2024. — Décret portant diverses mesures relatives à l'enseignement (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit,

**TITRE 1 — DISPOSITIONS RELATIVES À L'ORGANISATION GÉNÉRALE DE L'ENSEIGNEMENT**

**CHAPITRE 1** — *Disposition modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre*

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 98bis du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le recours est adressé par envoi recommandé, ou par voie électronique à l'Administration qui le transmet au Président du Conseil de recours. Une copie du recours introduit à l'Administration par envoi recommandé est adressée par les requérants, le même jour, également par lettre recommandée, au chef d'établissement concerné. Celui-ci peut adresser à l'Administration tout document de nature à éclairer le Conseil de recours. Il peut aussi transmettre au Conseil de recours un avis motivé sur le bien-fondé du recours. L'Administration transmet ce document au Président du Conseil de recours.

Le Conseil de recours enjoint l'établissement de produire à son intention tout document estimé utile à sa prise de décision. Il peut entendre toute personne qu'il juge nécessaire. Il peut se faire assister par des experts qu'il choisit.

A la demande du conseil de classe, son président est entendu par le Conseil de recours. ».

**CHAPITRE 2** — *Modifications du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française*

**Art. 2.** Le § 1<sup>er</sup> de l'article 37 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française est abrogé.

**Art. 3.** A l'article 16, § 2, du même décret, les termes suivants sont ajoutés : « Pour les fonctions de conducteur poids lourds, peut en outre être admis comme composante du titre de capacité le certificat de réussite de l'examen de capacités sectoriel organisé par le Fonds social transport et logistique. ».

**CHAPITRE 3 — Dispositions visant à renforcer l'interdiction de la propagande politique dans les écoles**

**Section 1** — *Modification du décret du 7 février 2019 relatif à l'acquisition de manuels scolaires, de ressources numériques, d'outils et de matériels pédagogiques et de livres de littérature, au sein des établissements scolaires*

**Art. 4.** A l'article 3 du décret du 7 février 2019 relatif à l'acquisition de manuels scolaires, de ressources numériques, d'outils pédagogiques et de livres de littérature, au sein des établissements scolaires, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1<sup>er</sup>, un point 4° est ajouté, rédigé comme suit :

« 4° le respect des dispositions relatives à l'interdiction de toute propagande politique, de toute activité commerciale ou toute attitude relevant de la concurrence déloyale entre les écoles, conformément à l'article 1.7.3-3 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire. » ;

2° dans le § 2, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Le Gouvernement arrête la procédure de labellisation des manuels scolaires, des ressources numériques et des matériels pédagogiques et établit une charte à laquelle les éditeurs de manuels scolaires devront souscrire, en s'engageant à respecter les principes visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1°, a et b, et 4°, pour pouvoir prétendre à la labellisation de leurs manuels scolaires, ressources numériques et/ou matériels pédagogiques. » ;

3° dans le § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, les termes « visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1°, a et b, » sont remplacés par les termes « visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1°, a et b, et 4°, ».

**Section 2** — *Dispositions modifiant le code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire*

**Art. 5.** Dans l'article 1.3.1-1 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, les modifications suivantes sont effectuées :

- le 49°/1 est remplacé par ce qui suit :

« 49°/1. Propagande politique : action exercée sur des élèves ou à destination des parents pour les amener à soutenir un mandataire ou un parti politique, ou pour les persuader d'adhérer à des idées politiques, à l'exception des activités menées dans un cadre garantissant l'expression d'un pluralisme d'opinions ; » ;

- il est inséré un point 49°/2 rédigé comme suit :

« 49°/2 protocole de collaboration : le protocole visé à l'article 1.5.2-17, § 2 ; ».

**Art. 6.** L'article 1.7.3-3, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code est complété par ce qui suit :

« N'est pas autorisé, le fait de remettre aux élèves un prix, une récompense ou un cadeau portant le nom d'une formation politique ou d'un mandataire en activité, ainsi que sa remise par un mandataire en dehors de toute activité de représentation de l'autorité publique dont il relève. ».

CHAPITRE 4 — *Modification du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire*

**Art. 7.** L'alinéa 5 de l'article 26 du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire est remplacé par ce qui suit :

« Entre le 15 mai et le 31 mai, il revient au Conseil de classe d'autoriser ou non l'élève à présenter les examens de fin d'année, sur la base du respect des objectifs qui lui ont été fixés. La décision du Conseil de classe doit être immédiatement notifiée, par écrit, aux parents ou aux responsables légaux de l'élève, ou à l'élève lui-même s'il est majeur. La décision de ne pas admettre l'élève à la sanction des études ne constitue pas une attestation d'orientation C, telle que définie à l'article 23, § 2, 3°, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire. ».

CHAPITRE 5 — *Modification du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire*

**Art. 8.** Dans l'article 1.7.7-5, § 1<sup>er</sup>, 8°, du Code de l'enseignement de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, les mots « 1<sup>er</sup> janvier 2024 » sont remplacés par « 1<sup>er</sup> janvier 2025 ».

**TITRE 2 — DISPOSITIONS DIVERSES CONCERNANT LES STATUTS DES MEMBRES DU PERSONNEL ET LES CONGÉS, ABSENCES ET DISPONIBILITÉS DES MEMBRES DU PERSONNEL DE L'ENSEIGNEMENT ET DES CENTRES PMS**

CHAPITRE 1 — *Modification de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat*

**Art. 9.** L'article 49quater/1 de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat est complété par un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« Le congé visé à l'alinéa précédent est également accordé au membre du personnel à l'occasion de la naissance d'un enfant dont la filiation est établie à son égard, sauf s'il bénéficie du droit au congé de maternité visé à l'article 39 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail. ».

**Art. 10.** A la section 6 du chapitre III de la même loi, il est inséré un article 49quater/2 rédigé comme suit :

« Article 49quater/2. - § 1<sup>er</sup>. Le membre du personnel enseignant a droit à l'interruption de sa carrière professionnelle lors de la naissance ou de l'adoption d'un enfant, dans le cadre du congé parental, conformément aux articles 4quater et 4quater/1 de l'arrêté royal du 12 août 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux.

Pour l'application des dispositions visées à l'alinéa précédent, par « l'autorité », il y a lieu d'entendre le conseil d'administration ou son délégué.

§ 2. Le membre du personnel qui souhaite interrompre sa carrière professionnelle lors de la naissance ou de l'adoption d'un enfant en informe par écrit le conseil d'administration ou son délégué.

Cette notification doit être faite au moins deux mois avant le début du congé parental, sauf dérogation accordée par le conseil d'administration ou son délégué, et mentionner la date à laquelle le congé parental prendra cours ainsi que la durée de celui-ci.

Le membre du personnel fait également savoir s'il opte pour une interruption complète ou partielle de la carrière professionnelle et, dans ce second cas, il indique la fraction d'interruption choisie.

§ 3. Pendant l'interruption de sa carrière professionnelle, le membre du personnel est en congé sans traitement. Ce congé est assimilé à une période d'activité de service.

Le membre du personnel bénéficie des allocations d'interruption dans les conditions et selon les modalités définies par l'arrêté royal du 12 août 1991 précité.

§ 4. Moyennant un préavis d'un mois, le membre du personnel peut être autorisé par le conseil d'administration ou son délégué à mettre un terme à l'interruption de sa carrière professionnelle avant la fin de la période initialement demandée.

Dans les quinze jours suivant sa décision, le conseil d'administration ou son délégué avise le directeur tel que visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 12 août 1991 précité de la date à laquelle l'interruption de la carrière professionnelle prend fin. ».

CHAPITRE 2 — *Modifications de l'arrêté royal du 31 octobre 1953 fixant le statut des agrégés, des répétiteurs et des membres du personnel scientifique des Universités de l'Etat*

**Art. 11.** L'article 44, 2°, de l'arrêté royal du 31 octobre 1953 fixant le statut des agrégés, des répétiteurs et des membres du personnel scientifique des Universités de l'Etat est complété par un 3ème alinéa rédigé comme suit :

« Le congé visé à l'alinéa précédent est également accordé au membre du personnel à l'occasion de la naissance d'un enfant dont la filiation est établie à son égard, sauf s'il bénéficie du droit au congé de maternité visé à l'article 39 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail. ».

**Art. 12.** Au Titre III, chapitre II du même arrêté, il est inséré un article 45, rédigé comme suit :

« Article 45. - § 1<sup>er</sup>. Le membre du personnel scientifique a droit à l'interruption de sa carrière professionnelle lors de la naissance ou de l'adoption d'un enfant, dans le cadre du congé parental, conformément aux articles 4quater et 4quater/1 de l'arrêté royal du 12 août 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux.

Pour l'application des dispositions visées à l'alinéa précédent, par « l'autorité », il y a lieu d'entendre le conseil d'administration ou son délégué.

§ 2. Le membre du personnel qui souhaite interrompre sa carrière professionnelle lors de la naissance ou de l'adoption d'un enfant en informe par écrit le conseil d'administration ou son délégué.

Cette notification doit être faite au moins deux mois avant le début du congé parental, sauf dérogation accordée par le conseil d'administration ou son délégué, et mentionner la date à laquelle le congé parental prendra cours ainsi que la durée de celui-ci.

Le membre du personnel fait également savoir s'il opte pour une interruption complète ou partielle de la carrière professionnelle et, dans ce second cas, il indique la fraction d'interruption choisie.

§ 3. Pendant l'interruption de sa carrière professionnelle, le membre du personnel est en congé sans traitement. Ce congé est assimilé à une période d'activité de service.

*Le membre du personnel bénéficie des allocations d'interruption dans les conditions et selon les modalités définies par l'arrêté royal du 12 août 1991 précité.*

§ 4. Moyennant un préavis d'un mois, le membre du personnel peut être autorisé par le conseil d'administration ou son délégué à mettre un terme à l'interruption de sa carrière professionnelle avant la fin de la période initialement demandée.

Dans les quinze jours suivant sa décision, le conseil d'administration ou son délégué avise le directeur tel que visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 12 août 1991 précité de la date à laquelle l'interruption de la carrière professionnelle prend fin. ».

**CHAPITRE 3** — *Modification de l'arrêté royal fixant les modalités d'application de la loi du 29 mars 1965 relative à la mise à la disposition des organisations de jeunesse de membres du personnel enseignant*

**Art. 13.** A l'article 7 de l'arrêté royal fixant les modalités d'application de la loi du 29 mars 1965 relative à la mise à la disposition des organisations de jeunesse de membres du personnel enseignant les mots « Jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2024, » sont insérés entre « renouvelables. » et « La ».

**CHAPITRE 4** — *Modifications de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat*

**Art. 14.** A l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, b), de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, il est inséré un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« Le congé visé à l'alinéa précédent est également accordé au membre du personnel à l'occasion de la naissance d'un enfant dont la filiation est établie à son égard, sauf s'il bénéficie du droit au congé de maternité visé à l'article 39 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail. ».

**Art. 15.** A l'article 4bis, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « peuvent obtenir » sont remplacés par les mots « obtiennent ».

**Art. 16.** A l'article 7 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup>, point a), est complété comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, cinq jours de ce congé sont accordés de plein droit lorsque le congé vise à apporter des soins personnels ou une aide personnelle à l'une des personnes suivantes qui, de l'avis de son médecin traitant, nécessite des soins ou une aide considérables pour raison médicale grave : le conjoint, un parent au premier degré du membre du personnel ou une personne vivant sous le même toit que le membre du personnel. » ;

2° il est ajouté un troisième alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'application du point a), alinéa 1<sup>er</sup>, le pouvoir organisateur ou son délégué est tenu de répondre dans les trois jours ouvrables suivant l'introduction de la demande et de motiver tout refus. ».

**Art. 17.** A l'article 10bis du même arrêté, les mots « lorsqu'un contrôle effectué par l'organisme chargé par le Gouvernement de la Communauté française de contrôler les absences pour maladie ou infirmité confirme que ces absences sont liées à l'état de grossesse du membre du personnel » sont remplacés par les mots « lorsque l'intéressé produit un certificat de son médecin traitant attestant que ces absences sont liées à son état de grossesse, en utilisant exclusivement le formulaire dont le modèle est déterminé par le Gouvernement de la Communauté française ».

**Art. 18.** A l'article 14 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « s'il le demande, s'il produit un certificat de son médecin à l'appui de sa demande et si l'organisme chargé par le Gouvernement de la Communauté du contrôle des absences pour cause de maladie, d'accident ou d'infirmité estime que l'état physique de l'intéressé le permet » sont remplacés par les mots « s'il produit un certificat de son médecin traitant attestant que son état physique le justifie, en utilisant exclusivement le formulaire dont le modèle est déterminé par le Gouvernement de la Communauté française et s'il obtient l'accord de son pouvoir organisateur ou son délégué » ;

2° il est ajouté trois alinéas rédigés comme suit :

« Cette autorisation ne peut être prise pour une période de plus de trente jours calendrier. Des prolongations peuvent, toutefois, être accordées pour une période de trente jours, moyennant la production d'un nouveau certificat tel que visé à l'alinéa précédent et un nouvel accord du pouvoir organisateur ou son délégué.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'autorisation prend fin anticipativement le jour où le membre du personnel est tenu de reprendre entièrement ses fonctions conformément aux articles 10 à 18 du décret du 22 décembre 1994 portant des mesures urgentes en matière d'enseignement

Le membre du personnel qui bénéficie d'une telle autorisation est tenu d'accomplir, chaque semaine, la moitié de la durée des prestations complètes qui sont normalement imposées pour la fonction qu'il exerce. ».

**Art. 19.** L'article 15 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 15. Le membre du personnel transmet immédiatement le certificat visé à l'article 14 à l'organisme chargé par le Gouvernement de la Communauté française du contrôle des absences pour cause de maladie ou d'infirmité et ce, préalablement à l'introduction de sa demande conformément à l'alinéa suivant.

Le membre du personnel introduit sa demande auprès de son pouvoir organisateur ou son délégué au plus tard cinq jours ouvrables précédant la prise de cours des prestations réduites ou leur prolongation. ».

**Art. 20.** A l'article 17bis du même arrêté, les mots « s'il le demande, s'il produit un certificat de son médecin à l'appui de sa demande et si l'organisme chargé par le Gouvernement de la Communauté du contrôle des absences pour cause de maladie, d'accident ou d'infirmité estime que l'état physique de l'intéressé le permet. » sont remplacés par les mots « s'il produit un certificat de son médecin traitant attestant que son état physique le justifie, en utilisant exclusivement le formulaire dont le modèle est déterminé par le Gouvernement de la Communauté française et s'il obtient l'accord de son pouvoir organisateur ou son délégué. ».

**Art. 21.** L'article 17ter du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 17ter. Le membre du personnel transmet immédiatement le certificat visé à l'article 17bis à l'organisme chargé par le Gouvernement de la Communauté française du contrôle des absences pour cause de maladie ou d'infirmité et ce, préalablement à l'introduction de sa demande conformément à l'alinéa suivant.

*Le membre du personnel introduit sa demande auprès de son pouvoir organisateur ou son délégué au plus tard cinq jours ouvrables précédant la prise de cours des prestations réduites ou leur prolongation. ».*

**Art. 22.** A l'article 17<sup>quater</sup> du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « après nouvel accord de l'organisme chargé par le Gouvernement de la Communauté française du contrôle des absences pour cause de maladie et avis favorable du médecin traitant du membre du personnel. » sont remplacés par les termes « moyennant la production d'un nouveau certificat tel que visé à l'article 17<sup>bis</sup> et un nouvel accord du pouvoir organisateur ou son délégué. » ;

2° il est ajouté un second alinéa rédigé comme suit :

*« Par dérogation à l'alinéa précédent, l'autorisation prend fin anticipativement le jour où le membre du personnel est tenu de reprendre entièrement ses fonctions conformément aux articles 10 à 18 du décret du 22 décembre 1994 portant des mesures urgentes en matière d'enseignement. ».*

**Art. 23.** L'article 19 du même arrêté est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

*« La demande de congé doit être introduite au moins un mois avant le début du congé et au plus tard le 1<sup>er</sup> juin inclus précédant la prise de cours du congé lorsque celui-ci prend cours le premier jour de l'année scolaire ou académique, sauf accord écrit du pouvoir organisateur ou de son délégué.*

*Le pouvoir organisateur ou son délégué est tenu de répondre dans les quinze jours ouvrables suivant l'introduction de la demande et de motiver tout refus. ».*

CHAPITRE 5 — *Modification de l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le statut du personnel de direction et attaché, du personnel administratif, personnel adjoint à la recherche, personnel de gestion, puéricultrices, surveillants des travaux et dessinateurs, du personnel paramédical et du personnel spécialisé des universités et faculté universitaire de la Communauté française*

**Art. 24.** Au chapitre X de l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le statut du personnel de direction et attaché, du personnel administratif, personnel adjoint à la recherche, personnel de gestion, puéricultrices, surveillants des travaux et dessinateurs, du personnel paramédical et du personnel spécialisé des universités et faculté universitaire de la Communauté française, il est inséré un article 69<sup>bis</sup>/1, rédigé comme suit :

*« Article 69<sup>bis</sup>/1. - § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 69<sup>bis</sup>, le membre du personnel a droit à l'interruption de sa carrière professionnelle lors de la naissance ou de l'adoption d'un enfant, dans le cadre du congé parental, conformément aux articles 4<sup>quater</sup> et 4<sup>quater</sup>/1 de l'arrêté royal du 12 août 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux.*

Pour l'application des dispositions visées à l'alinéa précédent, par « l'autorité », il y a lieu d'entendre le conseil d'administration ou son délégué.

§ 2. Le membre du personnel qui souhaite interrompre sa carrière professionnelle lors de la naissance ou de l'adoption d'un enfant en informe par écrit le conseil d'administration ou son délégué.

Cette notification doit être faite au moins deux mois avant le début du congé parental, sauf dérogation accordée par le conseil d'administration ou son délégué, et mentionner la date à laquelle le congé parental prendra cours ainsi que la durée de celui-ci.

Le membre du personnel fait également savoir s'il opte pour une interruption complète ou partielle de la carrière professionnelle et, dans ce second cas, il indique la fraction d'interruption choisie.

§ 3. Pendant l'interruption de sa carrière professionnelle, le membre du personnel est en congé sans traitement. Ce congé est assimilé à une période d'activité de service.

Le membre du personnel bénéficie des allocations d'interruption dans les conditions et selon les modalités définies par l'arrêté royal du 12 août 1991 précité.

§ 4. Moyennant un préavis d'un mois, le membre du personnel peut être autorisé par le conseil d'administration ou son délégué à mettre un terme à l'interruption de sa carrière professionnelle avant la fin de la période initialement demandée.

Dans les quinze jours suivant sa décision, le conseil d'administration ou son délégué avise le directeur tel que visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 12 août 1991 précité de la date à laquelle l'interruption de la carrière professionnelle prend fin. ».

CHAPITRE 6 — *Modifications de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

**Art. 25.** A l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, b), de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, il est inséré un deuxième alinéa rédigé comme suit :

*« Le congé visé à l'alinéa précédent est également accordé au membre du personnel à l'occasion de la naissance d'un enfant dont la filiation est établie à son égard, sauf s'il bénéficie du droit au congé de maternité visé à l'article 39 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail. ».*

**Art. 26.** A l'article 5<sup>bis</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « peuvent obtenir » sont remplacés par les mots « obtiennent ».

**Art. 27.** A l'article 9 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le point a) est complété comme suit :

*« Par dérogation à l'alinéa précédent, cinq jours de ce congé sont accordés de plein droit lorsque le congé vise à apporter des soins personnels ou une aide personnelle à l'une des personnes suivantes qui, de l'avis de son médecin traitant, nécessite des soins ou une aide considérables pour raison médicale grave : le conjoint, un parent au premier degré du membre du personnel ou une personne vivant sous le même toit que le membre du personnel. » ;*

2° il est ajouté un quatrième alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'application du point a), alinéa 1<sup>er</sup>, le pouvoir organisateur ou son délégué est tenu de répondre dans les trois jours ouvrables suivant l'introduction de la demande et de motiver tout refus. ».

**Art. 28.** A l'article 19, alinéa 1<sup>er</sup> du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « s'il le demande, s'il produit un certificat de son médecin à l'appui de sa demande et si l'organisme chargé par le Gouvernement de la Communauté du contrôle des absences pour cause de maladie, d'accident ou d'infirmité estime que l'état physique de l'intéressé le permet. » sont remplacés par les mots « s'il produit un certificat de son médecin traitant attestant que son état physique le justifie, en utilisant exclusivement le formulaire dont le modèle est déterminé par le Gouvernement de la Communauté française et s'il obtient l'accord de son pouvoir organisateur ou son délégué. » ;

2° entre l'alinéa 1<sup>er</sup> et l'alinéa 2, il est ajouté trois alinéas rédigés comme suit :

« Cette autorisation ne peut être prise pour une période de plus de trente jours calendriers. Des prolongations peuvent, toutefois, être accordées pour une période de trente jours, moyennant la production d'un nouveau certificat tel que visé à l'alinéa précédent et un nouvel accord du pouvoir organisateur ou son délégué. ».

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'autorisation prend fin anticipativement le jour où le membre du personnel est tenu de reprendre entièrement ses fonctions conformément aux articles 10 à 18 du décret du 22 décembre 1994 portant des mesures urgentes en matière d'enseignement.

Le membre du personnel qui bénéficie d'une telle autorisation est tenu d'accomplir, chaque semaine, la moitié de la durée des prestations complètes qui sont normalement imposées pour la fonction qu'il exerce. ».

**Art. 29.** L'article 20 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 20. Le membre du personnel transmet immédiatement le certificat visé à l'article 19 à l'organisme chargé par le Gouvernement de la Communauté française du contrôle des absences pour cause de maladie ou d'infirmité et ce, préalablement à l'introduction de sa demande conformément à l'alinéa suivant. ».

Le membre du personnel introduit sa demande auprès de son pouvoir organisateur ou son délégué au plus tard cinq jours ouvrables précédant la prise de cours des prestations réduites ou leur prolongation. ».

**Art. 30.** A l'article 22<sup>ter</sup> du même arrêté, les mots « s'il le demande, s'il produit un certificat de son médecin à l'appui de sa demande et si l'organisme chargé par le Gouvernement de la Communauté du contrôle des absences pour cause de maladie, d'accident ou d'infirmité estime que l'état physique de l'intéressé le permet. » sont remplacés par les mots « s'il produit un certificat de son médecin traitant attestant que son état physique le justifie, en utilisant exclusivement le formulaire dont le modèle est déterminé par le Gouvernement de la Communauté française et s'il obtient l'accord de son pouvoir organisateur ou son délégué. ».

**Art. 31.** L'article 22<sup>quater</sup> du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 22<sup>quater</sup>. Le membre du personnel transmet immédiatement le certificat visé à l'article 22<sup>ter</sup> à l'organisme chargé par le Gouvernement de la Communauté française du contrôle des absences pour cause de maladie ou d'infirmité et ce, préalablement à l'introduction de sa demande conformément à l'alinéa suivant. ».

Le membre du personnel introduit sa demande auprès de son pouvoir organisateur ou son délégué au plus tard cinq jours ouvrables précédant la prise de cours des prestations réduites ou leur prolongation. ».

**Art. 32.** A l'article 22<sup>quinquies</sup> du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à la première phrase du premier alinéa, le mot « scolaire » est inséré entre les mots « au premier jour ouvrable » et les mots « qui suit le 1<sup>er</sup> janvier » ;

2° à la deuxième phrase du premier alinéa, les mots « après nouvel accord de l'organisme chargé par le Gouvernement de la Communauté française du contrôle des absences pour cause de maladie et avis favorable du médecin traitant du membre du personnel » sont remplacés par les mots « moyennant la production d'un nouveau certificat tel que visé à l'article 22<sup>ter</sup> et un nouvel accord du pouvoir organisateur ou son délégué. » ;

3° il est inséré un nouveau deuxième alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, l'autorisation prend fin anticipativement le jour où le membre du personnel est tenu de reprendre entièrement ses fonctions conformément aux articles 10 à 18 du décret du 22 décembre 1994 portant des mesures urgentes en matière d'enseignement. ».

**Art. 33.** A l'article 22<sup>sexies</sup> du même arrêté, le mot « scolaire » est inséré entre les mots « au premier jour ouvrable » et les mots « qui suit le 1<sup>er</sup> janvier ».

**Art. 34.** A l'article 24 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 4, les mots "ou de son délégué" sont ajoutés après les mots "du Pouvoir organisateur" ;

2° il est ajouté un cinquième alinéa rédigé comme suit :

« Le pouvoir organisateur ou son délégué est tenu de répondre dans les quinze jours ouvrables suivant l'introduction de la demande et de motiver tout refus. ».

CHAPITRE 7 — Modifications de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection

**Art. 35.** A l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, b), de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection, il est inséré un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« Le congé visé à l'alinéa précédent est également accordé au membre du personnel à l'occasion de la naissance d'un enfant dont la filiation est établie à son égard, sauf s'il bénéficie du droit au congé de maternité visé à l'article 39 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail. ».

**Art. 36.** A l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup> du même arrêté, les mots « peuvent obtenir » sont remplacés par les mots « obtiennent ».

**Art. 37.** A l'article 9 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le point a) est complété comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, cinq jours de ce congé accordés de plein droit lorsque le congé vise à apporter des soins personnels ou une aide personnelle à l'une des personnes suivantes qui, de l'avis de son médecin traitant, nécessite des soins ou une aide considérables pour raison médicale grave : le conjoint, un parent au premier degré du membre du personnel ou une personne vivant sous le même toit que le membre du personnel. » ;

2° il est ajouté un troisième alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'application du point a), alinéa 1<sup>er</sup>, le pouvoir organisateur ou son délégué est tenu de répondre dans les trois jours ouvrables suivant l'introduction de la demande et de motiver tout refus. ».

**Art. 38.** A l'article 19 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au premier alinéa, les mots « s'il le demande, s'il produit un certificat de son médecin à l'appui de sa demande et si l'organisme chargé par le Gouvernement de la Communauté du contrôle des absences pour cause de maladie, d'accident ou d'infirmité estime que l'état physique de l'intéressé le permet. » sont remplacés par les mots « s'il produit un certificat de son médecin traitant attestant que son état physique le justifie, en utilisant exclusivement le formulaire dont le modèle est déterminé par le Gouvernement de la Communauté française et s'il obtient l'accord de son pouvoir organisateur ou son délégué. » ;

2° au deuxième alinéa, les mots « ou stagiaires » sont insérés entre les mots « engagés à titre définitif » et les mots « dans une fonction » ;

3° il est ajouté trois alinéas rédigés comme suit :

« Cette autorisation ne peut être prise pour une période de plus de trente jours calendrier. Des prolongations peuvent, toutefois, être accordées pour une période de trente jours, moyennant la production d'un nouveau certificat tel que visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> et un nouvel accord du pouvoir organisateur ou son délégué.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'autorisation prend fin anticipativement le jour où le membre du personnel est tenu de reprendre entièrement ses fonctions conformément aux articles 10 à 18 du décret du 22 décembre 1994 portant des mesures urgentes en matière d'enseignement

Le membre du personnel qui bénéficie d'une telle autorisation est tenu d'accomplir, chaque semaine, la moitié de la durée des prestations complètes qui sont normalement imposées pour la fonction qu'il exerce. ».

**Art. 39.** L'article 20 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 20. Le membre du personnel transmet immédiatement le certificat visé à l'article 19 à l'organisme chargé par le Gouvernement de la Communauté française du contrôle des absences pour cause de maladie ou d'infirmité et ce, préalablement à l'introduction de sa demande conformément à l'alinéa suivant.

Le membre du personnel introduit sa demande auprès de son pouvoir organisateur ou son délégué au plus tard cinq jours ouvrables précédant la prise de cours des prestations réduites ou leur prolongation. ».

**Art. 40.** A l'article 22bis du même arrêté, les mots « s'il le demande, s'il produit un certificat de son médecin à l'appui de sa demande et si l'organisme chargé par le Gouvernement de la Communauté du contrôle des absences pour cause de maladie, d'accident ou d'infirmité estime que l'état physique de l'intéressé le permet. » sont remplacés par les mots « s'il produit un certificat de son médecin traitant attestant que son état physique le justifie, en utilisant exclusivement le formulaire dont le modèle est déterminé par le Gouvernement de la Communauté française et s'il obtient l'accord de son pouvoir organisateur ou son délégué. ».

**Art. 41.** L'article 22ter du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 22ter. Le membre du personnel transmet immédiatement le certificat visé à l'article 22bis à l'organisme chargé par le Gouvernement de la Communauté française du contrôle des absences pour cause de maladie ou d'infirmité et ce, préalablement à l'introduction de sa demande conformément à l'alinéa suivant.

Le membre du personnel introduit sa demande auprès de son pouvoir organisateur ou son délégué au plus tard cinq jours ouvrables précédant la prise de cours des prestations réduites ou leur prolongation. ».

**Art. 42.** A l'article 22quater du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au premier alinéa, les mots « après nouvel accord de l'organisme chargé par le Gouvernement de la Communauté française du contrôle des absences pour cause de maladie et avis favorable du médecin traitant du membre du personnel. » sont remplacés par les mots « moyennant la production d'un nouveau certificat tel que visé à l'article 22bis et un nouvel accord du pouvoir organisateur ou son délégué. » ;

2° il est inséré un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, l'autorisation prend fin anticipativement le jour où le membre du personnel est tenu de reprendre entièrement ses fonctions conformément aux articles 10 à 18 du décret du 22 décembre 1994 portant des mesures urgentes en matière d'enseignement. » ;

3° au dernier alinéa, le mot « ouvrable » est remplacé par le mot « de fonctionnement ».

**Art. 43.** A l'article 22quinquies du même arrêté, le mot « ouvrable » est remplacé par le mot « de fonctionnement ».

**Art. 44.** L'article 24 du même arrêté est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« La demande de congé doit être introduite au moins un mois avant le début du congé et au plus tard le 1<sup>er</sup> juin inclus précédant la prise de cours du congé lorsque celui-ci prend cours le premier jour de l'exercice, sauf accord écrit du pouvoir organisateur ou de son délégué.

Le pouvoir organisateur ou son délégué est tenu de répondre dans les quinze jours ouvrables suivant l'introduction de la demande et de motiver tout refus. ».

CHAPITRE 8 — *Modifications de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux*

**Art. 45.** A l'article 10<sup>duodécies</sup> de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup>, l'alinéa 2 est abrogé ;

2° au § 2, l'alinéa 2 est abrogé ;

3° au § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « 10<sup>quatuordecies</sup>/1, » sont insérés entre les mots « 10<sup>quatuordecies</sup>, » et les mots « 10<sup>quindecies</sup> » ;

4° au même § 3, le deuxième alinéa est remplacé comme suit : « Toutefois, la prolongation de la mise en disponibilité partielle visée à l'article 10<sup>quatuordecies</sup>/1 est soumise à l'accord du pouvoir organisateur ou de son délégué. » ;

5° il est inséré un § 3/1 rédigé comme suit :

« § 3/1. *Par dérogation aux paragraphes précédents, lorsque la fonction conservée est constatée en pénurie conformément à l'article 2 du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, la prolongation visée au § 3 peut être renouvelée annuellement par le Gouvernement, à la demande du membre du personnel et pour autant que la fonction conservée soit toujours en pénurie, sans pouvoir dépasser la date à laquelle le membre du personnel atteint l'âge légal de la pension.*

Un membre du personnel ne peut avoir épuisé le nombre de mois de disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite avant la date à laquelle il choisit, dans le respect de l'alinéa 1<sup>er</sup>, de partir à la pension de retraite.

Par dérogation à l'alinéa précédent, la prolongation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> peut être accordée jusqu'au dernier jour du mois terminant l'année scolaire au cours de laquelle le membre du personnel a épuisé le nombre de mois de disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite. ».

**Art. 46.** A l'article 10<sup>quatuordecies</sup>/1, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « peuvent bénéficier durant 48 mois maximum » sont remplacés par les mots « peuvent bénéficier, à partir de 58 ans et durant 48 mois maximum, ».

CHAPITRE 9 — *Modifications de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 juin 1989 relatif au congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles accordées au membre du personnel de l'enseignement de la Communauté française, âgé de 50 ans ou qui a au moins 2 enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite*

**Art. 47.** A l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 juin 1989 relatif au congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles accordées au membre du personnel de l'enseignement de la Communauté française, âgé de 50 ans ou qui a au moins 2 enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite, les mots « Le Ministre ou son délégué » sont remplacés par les mots « Le pouvoir organisateur ou son délégué ».

**Art. 48.** A l'article 8 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est complété par les mots « ou de son délégué. » ;

2° il est ajouté un troisième alinéa rédigé comme suit :

« Le pouvoir organisateur ou son délégué est tenu de répondre dans les quinze jours ouvrables suivant l'introduction de la demande et de motiver tout refus. ».

**Art. 49.** A l'article 9 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 3, les mots « le Ministre » sont remplacés par les mots « le pouvoir organisateur ou son délégué » ;

2° à l'alinéa 4, les mots « au Ministre par la voie hiérarchique » sont remplacés par les mots « au pouvoir organisateur ou à son délégué par l'intermédiaire du chef d'établissement » ;

3° il est inséré un nouveau cinquième alinéa rédigé comme suit :

« Le pouvoir organisateur ou son délégué est tenu de répondre dans les quinze jours ouvrables suivant l'introduction de la demande et de motiver tout refus. » ;

4° le nouvel alinéa 6 est complété par les mots « sauf lorsqu'il est mis fin d'office au congé visé au chapitre II conformément à l'article 5. ».

CHAPITRE 10 — *Modifications de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 février 1990 relatif au congé pour prestations réduites accordé aux membres du personnel de l'enseignement subventionné par la Communauté française âgés de 50 ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite*

**Art. 50.** A l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 février 1990 relatif au congé pour prestations réduites accordé aux membres du personnel de l'enseignement subventionné par la Communauté française qui ont atteint l'âge de 50 ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite, les mots « Le Ministre ou son délégué » sont remplacés par les mots « Le pouvoir organisateur ou son délégué ».

**Art. 51.** A l'article 8 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est complété par les mots « ou de son délégué » ;

2° il est ajouté un troisième alinéa rédigé comme suit :

« Le pouvoir organisateur ou son délégué est tenu de répondre dans les quinze jours ouvrables suivant l'introduction de la demande et de motiver tout refus. ».

**Art. 52.** A l'article 9 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « du pouvoir organisateur » sont remplacés par les mots « du chef d'établissement » ;

2° à l'alinéa 3, les mots « le Ministre » sont remplacés par les mots « le pouvoir organisateur ou son délégué » ;

3° l'alinéa 4 est complété par les mots « ou à son délégué par l'intermédiaire du chef d'établissement » ;

4° il est inséré un cinquième alinéa rédigé comme suit :

« *Le pouvoir organisateur ou son délégué est tenu de répondre dans les quinze jours ouvrables suivant l'introduction de la demande et de motiver tout refus.* ».

**CHAPITRE 11** — *Modifications de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 février 1990 relatif au congé pour prestations réduites accordé aux membres du personnel des Centres psycho-médico-sociaux subventionnés par la Communauté française qui ont atteint l'âge de 50 ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite*

**Art. 53.** A l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 février 1990 relatif au congé pour prestations réduites accordé aux membres du personnel des Centres psycho-médico-sociaux subventionnés par la Communauté française qui ont atteint l'âge de 50 ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite, les mots « Le Ministre ou son délégué » sont remplacés par les mots « Le pouvoir organisateur ou son délégué ».

**Art. 54.** A l'article 7, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« *La demande de congé doit être introduite au moins un mois avant le début du congé et au plus tard le 1<sup>er</sup> juin inclus précédant la prise de cours du congé lorsque celui-ci prend cours le 1<sup>er</sup> septembre, sauf accord écrit du pouvoir organisateur ou de son délégué.* » ;

2° il est ajouté un quatrième alinéa rédigé comme suit :

« *Le pouvoir organisateur ou son délégué est tenu de répondre dans les quinze jours ouvrables suivant l'introduction de la demande et de motiver tout refus.* ».

**Art. 55.** A l'article 8 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « du pouvoir organisateur » sont remplacés par les mots « du directeur du Centre » ;

2° à l'alinéa 3, les mots « le Ministre » sont remplacés par les mots « le pouvoir organisateur ou son délégué » ;

3° l'alinéa 4 est complété par les mots « ou à son délégué par l'intermédiaire du directeur du Centre » ;

4° il est inséré un nouveau cinquième alinéa rédigé comme suit :

« *Le pouvoir organisateur ou son délégué est tenu de répondre dans les quinze jours ouvrables suivant l'introduction de la demande et de motiver tout refus.* ».

**CHAPITRE 12** — *Modifications de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1991 relatif au congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles accordées aux membres du personnel des Centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, âgé de 50 ans ou qui a au moins 2 enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite*

**Art. 56.** A l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1991 relatif au congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles accordées aux membres du personnel des Centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, âgé de 50 ans ou qui a au moins 2 enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite, les mots « Le Ministre ou son délégué » sont remplacés par les mots « Le pouvoir organisateur ou son délégué ».

**Art. 57.** A l'article 7 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est complété par les mots « ou de son délégué » ;

2° il est ajouté un troisième alinéa rédigé comme suit :

« *Le pouvoir organisateur ou son délégué est tenu de répondre dans les quinze jours ouvrables suivant l'introduction de la demande et de motiver tout refus.* ».

**Art. 58.** A l'article 8 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 3, les mots « le Ministre » sont remplacés par les mots « le pouvoir organisateur ou son délégué » ;

2° à l'alinéa 4, les mots « au Ministre par la voie hiérarchique » sont remplacés par les mots « au pouvoir organisateur ou à son délégué par l'intermédiaire du directeur du Centre » ;

3° il est inséré un nouveau cinquième alinéa rédigé comme suit :

« *Le pouvoir organisateur ou son délégué est tenu de répondre dans les quinze jours ouvrables suivant l'introduction de la demande et de motiver tout refus.* » ;

4° dans le nouvel alinéa 6, les mots «, sauf application de l'article 8bis, » sont insérés entre les mots « ne peuvent en aucun cas » et les mots « reprendre leur charge complète ».

**CHAPITRE 13** — *Modifications de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux*

**Art. 59.** A l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du

3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « il a droit » :

1° à l'interruption partielle de la carrière professionnelle à mi-temps, s'il compte moins de dix années d'ancienneté de service ;

2° à l'interruption partielle de la carrière professionnelle à mi-temps, à quart temps ou à cinquième temps s'il compte au moins dix années d'ancienneté de service »

sont remplacés par les mots « il a droit à l'interruption partielle de la carrière professionnelle à mi-temps, à quart temps ou à cinquième temps » ;

2° 2° au § 2, l'alinéa 2 est abrogé.



**Art. 60.** A l'article 7 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « visés à l'article 4, § 1<sup>er</sup> » sont remplacés par les mots « visés au § 1<sup>er</sup> » et les mots « dûment constatée » sont supprimés ;

2° le § 2 est complété par un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« *L'alinéa précédent ne s'applique pas au personnel administratif et au personnel de maîtrise, gens de métier et de service soumis au décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, au décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, au décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française et au personnel administratif soumis au décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française.* ».

CHAPITRE 14 — *Modifications du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française*

**Art. 61.** A l'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1° les termes « sur base du décret du 8 avril 1976 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations d'éducation permanente des adultes en général, aux organisations de promotion socio-culturelles des travailleurs » sont remplacés par les termes « sur base du décret du 17 juillet 2003 relatif au développement de l'action d'Education permanente dans le champ de la vie associative » ;

2° les termes « sur base du décret du 17 juillet 1987 relatif à l'agrément et au subventionnement de certains organismes exerçant des activités d'insertion socio-professionnelle ou de formation professionnelle continuée. » sont remplacés par les termes « sur base du décret de la Commission communautaire française du 27 avril 1995 relatif à l'agrément de certains organismes d'insertion socio-professionnelle et au subventionnement de leurs activités de formation professionnelle en vue d'accroître les chances des demandeurs d'emploi inoccupés et peu qualifiés de trouver ou de retrouver dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socio-professionnelle ou sur base du décret de la Région Wallonne du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socio-professionnelle ».

**Art. 62.** A l'article 14, quatrième alinéa, du même décret, les deuxième et troisième phrases sont supprimées.

**Art. 63.** A l'article 14bis du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au troisième alinéa, la première phrase est complétée par les mots « , suite à l'avis favorable du médecin traitant du membre du personnel » ;

2° il est ajouté un septième et dernier alinéa rédigé comme suit :

« *Pour l'application du troisième alinéa, en cas d'avis divergent entre le médecin traitant du membre du personnel et l'organisme chargé par la Gouvernement du contrôle des absences pour cause de maladie, le membre du personnel peut utiliser la procédure d'appel devant un médecin expert telle que décrite aux articles 11 à 17 du décret portant des mesures urgentes en matière d'enseignement du 22 décembre 1994.* ».

CHAPITRE 15 — *Modification du décret du 5 juillet 2000 fixant le régime des congés et de disponibilité pour maladie ou infirmité de certains membres du personnel de l'enseignement*

**Art. 64.** A l'article 5 du décret du 5 juillet 2000 fixant le régime des congés et de disponibilité pour maladie ou infirmité de certains membres du personnel de l'enseignement, les mots « lorsqu'un contrôle effectué par l'organisme chargé par le Gouvernement de la Communauté française de contrôler les absences pour maladie ou infirmité confirme que ces absences sont liées à l'état de grossesse du membre du personnel. » sont remplacés par les mots « lorsque l'intéressé produit un certificat de son médecin traitant attestant que ces absences sont liées à son état de grossesse, en utilisant exclusivement le formulaire dont le modèle est déterminé par le Gouvernement de la Communauté française. ».

### TITRE 3 — DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES À L'ENSEIGNEMENT SPÉCIALISÉ ET MODIFIANT LE DÉCRET DU 3 MARS 2004 ORGANISANT L'ENSEIGNEMENT SPÉCIALISÉ

**Art. 65.** Dans le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, les termes « Conseil supérieur de l'enseignement spécialisé » sont chaque fois remplacés par les termes « Conseil supérieur de l'enseignement aux élèves à besoins spécifiques » et les termes « Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé » sont chaque fois remplacés par les termes « Conseil général ».

**Art. 66.** A l'article 15 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 2 est complété par les termes suivants « jusqu'au terme de leur cycle de formation. » ;

2° le § 3 est supprimé.

**Art. 67.** L'article 26 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« *Art. 26. § 1<sup>er</sup>. L'apprentissage par immersion dans l'enseignement spécialisé peut être organisé selon les modalités prévues aux articles 1.8.3-1 et suivants du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire.*

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, les dispositions prévues aux articles

1.8.3-1 et suivants ne sont pas applicables aux élèves relevant de l'enseignement spécialisé de type 7 pour lequel l'organisation de l'immersion relève de chaque pouvoir organisateur.

Tout pouvoir organisateur d'une école organisant un enseignement spécialisé de type 7 est tenu de mettre en place un projet en langue des signes qui figure dans le projet d'établissement. Dans le cadre de ce projet, tout élève relevant de l'enseignement spécialisé de type 7 peut bénéficier au minimum de 2 périodes hebdomadaires d'immersion en langue des signes. Celles-ci sont assurées par un instituteur maternel/primaire chargé des cours en immersion.

L'immersion en langue des signes n'exclut ni l'étude ou l'immersion en français oral ni l'étude du français écrit. ».

**Art. 68.** A l'article 57 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le point 6° devient le point 7° ;

2° un nouveau point 6° est inséré, rédigé comme suit : « 6° le conseil de classe délivre le certificat d'enseignement secondaire du premier degré aux élèves qui réussissent les épreuves externes certificatives ; ».

**Art. 69.** L'article 67 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 67. § 1<sup>er</sup>. *L'apprentissage par immersion dans l'enseignement spécialisé peut être organisé selon les modalités prévues aux articles 1.8.3-1 et suivants du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire.*

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, les dispositions prévues aux articles

1.8.3-1 et suivants ne sont pas applicables aux élèves relevant de l'enseignement spécialisé de type 7 pour lequel l'organisation de l'immersion relève de chaque pouvoir organisateur. ».

**Art. 70.** L'article 124, § 4, alinéa 2, du même décret, est remplacé par ce qui suit :

« *En cas de vacance avant l'expiration d'un mandat, le suppléant achève ledit mandat et un nouveau membre est directement désigné en qualité de suppléant par les organisations de représentation et de coordination de pouvoirs organisateurs moyennant le respect des règles relatives à la composition des commissions prévues à l'article 124, § 2, alinéas 2 à 4, et § 3.* ».

**Art. 71.** A l'article 133, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même décret, le terme « janvier » est remplacé par le terme « octobre ».

**Art. 72.** Dans l'article 148 du même décret, le dernier alinéa est supprimé.

**Art. 73.** A l'article 198, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du même décret, le point *b*) est remplacé par ce qui suit :

« *b*) atteindre pour ce type pendant deux années scolaires consécutives, 150 % de la norme de rationalisation prévues aux articles 189 et 190. Par dérogation, pour l'enseignement spécialisé de type 2, la norme de rationalisation est de 100 % durant les années scolaires 2023-2024 à 2025-2026. ».

**Art. 74.** A l'article 210, § 1<sup>er</sup>, du même décret, les termes « et qu'une école d'enseignement fondamental spécialisé dont dépendra cet enseignement de type 5 soit organisée ou subventionnée à la date d'entrée en vigueur du présent décret » sont supprimés.

**Art. 75.** A l'article 192 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le terme « province » est chaque fois remplacé par le terme « zone » ;

2<sup>o</sup> l'alinéa 2 est supprimé.

**Art. 76.** A l'article 198, § 3, du même décret, le terme « province » est chaque fois remplacé par le terme « zone ».

**Art. 77.** A l'article 200, § 6, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup> le terme « province » est remplacé par le terme « zone » ;

2<sup>o</sup> l'alinéa 2 est supprimé.

**Art. 78.** A l'article 205 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le terme « province » est chaque fois remplacé par le terme « zone » ;

2<sup>o</sup> l'alinéa 2 est supprimé.

#### TITRE 4 — DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES À L'ENSEIGNEMENT QUALIFIANT

##### CHAPITRE 1 — Dispositions modifiant le décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance

**Art. 79.** A l'article 5bis, § 4, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance, les termes « chaque année » sont remplacés par les termes « tous les deux ans ».

**Art. 80.** A l'article 6, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du même décret, un nouvel alinéa est inséré derrière le point *d*), rédigé comme suit :

« *Toutefois, si un élève âgé de plus de 18 ans et de moins de 21 ans au 31 décembre a commencé une des formations visées à l'article 2bis, § 1<sup>er</sup>, alors qu'il était encore mineur, celui-ci peut poursuivre sa formation et conserver sa qualité d'élève régulier, pour autant qu'il effectue le nombre minimum d'heures d'activité de formation par le travail en entreprise prévu à l'article 2ter avant la fin de l'année scolaire.* ».

**Art. 81.** A l'article 2bis, § 4, du même décret, l'alinéa premier est remplacé par ce qui suit :

« *Pour les élèves soumis à l'obligation scolaire et pour les élèves majeurs exclus en application de la procédure prévue par le décret du 5 juillet 2000, au cours de la formation visée au § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, il peut être organisé un module de formation individualisé qui comprend, notamment, l'élaboration du projet de vie, l'orientation vers un métier, l'éducation aux règles de vie en commun dans le Centre et dans la société, la mise à niveau des connaissances élémentaires de base, l'acquisition de compétences minimales nécessaires pour accéder à la formation par le travail en entreprise.* ».

##### CHAPITRE 2 — Dispositions modifiant le décret du 11 avril 2014 garantissant l'équipement pédagogique de l'enseignement qualifiant et fixant l'organisation des centres de technologies avancées

**Art. 82.** A l'article 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 garantissant l'équipement pédagogique de l'enseignement qualifiant et fixant l'organisation des centres de technologies avancées, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au premier tiret, les termes « organisée dans le régime de la CPU » sont remplacés par « du parcours d'enseignement qualifiant (PEQ) » ;

2<sup>o</sup> au deuxième tiret, les termes « organisée dans le régime de la CPU » sont remplacés par « du parcours d'enseignement qualifiant (PEQ) ».

**Art. 83.** A l'article 6 du même décret, il est inséré un paragraphe 16 rédigé comme suit :

« § 16. *Par dérogation aux articles 42, 44 et 45 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012 portant diverses mesures relatives à l'exécution du budget et aux comptabilités budgétaire et générale, la Ministre qui a l'enseignement obligatoire dans ses attributions ou son délégué peut autoriser les équipements pédagogiques mis à disposition des CTA par la Communauté française et restant la propriété de celle-ci, tel que prévu à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du présent décret, une fois désaffectés, à être cédés à titre onéreux dans le cadre d'un marché public d'acquisition de nouveaux équipements à destination des CTA, sous la forme d'un rabais, ou à titre gratuit à l'association sans but lucratif visée à l'article 8 du présent décret ou à être recyclés.* ».

## TITRE 5 — DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES À WALLONIE-BRUXELLES ENSEIGNEMENT

CHAPITRE 1 — *Disposition modifiant la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement*

**Art. 84.** A l'article 3, § 3bis, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, les alinéas suivants sont insérés entre les alinéas 7 et 8 :

« A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024, il est prélevé, selon les mêmes dispositions que l'alinéa précédent, un montant complémentaire correspondant à un huitième de la différence entre le coût annuel moyen d'un membre du personnel ouvrier ou de maîtrise admis au stage ou nommé à titre définitif et le montant de l'alinéa précédent. Le coût annuel moyen est établi en divisant le coût annuel global de l'année précédente des personnels ouvriers ou de maîtrise des établissements de l'Enseignement organisé par la Communauté française en stage ou nommés à titre définitif, en ce compris les préparateurs, par le nombre annuel moyen d'équivalents temps plein qu'ils ont représenté au cours de la même année pour l'ensemble des établissements. Il est prélevé chaque année, de 2025 à 2031, un huitième complémentaire.

Au cours de l'année 2030, le Gouvernement reçoit un rapport de ses Services sur l'application de l'alinéa précédent. Ce rapport exposera notamment, le nombre de membres du personnel concerné par le mécanisme et son évolution, il analysera aussi les avantages et les inconvénients, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2032, de la prise en charge financière du coût de ce personnel directement par l'établissement, d'une part, ou le maintien de sa prise en charge par le mécanisme visé à l'alinéa précédent, le montant prélevé correspondant alors à la totalité du coût annuel moyen précité, d'autre part. L'analyse prendra en considération l'intérêt de disposer de règles et procédures statutaires uniformisées et les différents moyens d'y parvenir, d'une part, et l'intérêt d'une gestion administrative et budgétaire simple et transparente, d'autre part. Le Gouvernement arrête le régime applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2032. Si le Gouvernement opte pour le maintien du mécanisme visé à l'alinéa précédent, avec un prélèvement équivalent à la totalité du coût annuel moyen précité, le paiement du personnel ouvrier nommé sera effectué sur un AB traitement spécifique qui permettra d'identifier le montant des dépenses de ce personnel à charge du budget de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de s'assurer de sa répercussion intégrale au travers des différents prélèvements sur les établissements. Les paramètres du calcul seront communiqués annuellement au Gouvernement. Si le Gouvernement opte pour un autre mécanisme que celui visé à l'alinéa précédent, l'arrêté adopté dans ce cadre est soumis à la confirmation du Parlement dans un délai de douze mois suivant son adoption. A défaut d'une telle confirmation, il cesse de produire ses effets à l'issue de ce délai. ».

CHAPITRE 2 — *Disposition modifiant le décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française*

**Art. 85.** L'article 194, § 4, du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, est complété par les deux alinéas rédigés comme suit :

« A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024, il est prélevé, selon les mêmes dispositions que l'alinéa précédent, un montant complémentaire correspondant à un huitième de la différence entre le coût annuel moyen d'un membre du personnel ouvrier ou de maîtrise admis au stage ou nommé à titre définitif et le montant de l'alinéa précédent. Le coût annuel moyen est établi en divisant le coût annuel global de l'année précédente des personnels ouvriers ou de maîtrise des établissements de l'Enseignement organisé par la Communauté française en stage ou nommés à titre définitif, en ce compris les préparateurs, par le nombre annuel moyen d'équivalents temps plein qu'ils ont représenté au cours de la même année pour l'ensemble des établissements. Il est prélevé chaque année, de 2025 à 2031, un huitième complémentaire.

Au cours de l'année 2030, le Gouvernement reçoit un rapport de ses Services sur l'application de l'alinéa précédent. Ce rapport exposera notamment, le nombre de membres du personnel concerné par le mécanisme et son évolution, il analysera aussi les avantages et les inconvénients, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2032, de la prise en charge financière du coût de ce personnel directement par l'établissement, d'une part, ou le maintien de sa prise en charge par le mécanisme visé à l'alinéa précédent, le montant prélevé correspondant alors à la totalité du coût annuel moyen précité, d'autre part. L'analyse prendra en considération l'intérêt de disposer de règles et procédures statutaires uniformisées et les différents moyens d'y parvenir, d'une part, et l'intérêt d'une gestion administrative et budgétaire simple et transparente, d'autre part. Le Gouvernement arrête le régime applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2032. Si le Gouvernement opte pour le maintien du mécanisme visé à l'alinéa précédent, avec un prélèvement équivalent à la totalité du coût annuel moyen précité, le paiement du personnel ouvrier nommé sera effectué sur un AB traitement spécifique qui permettra d'identifier le montant des dépenses de ce personnel à charge du budget de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de s'assurer de sa répercussion intégrale au travers des différents prélèvements sur les établissements. Les paramètres du calcul seront communiqués annuellement au Gouvernement. Si le Gouvernement opte pour un autre mécanisme que celui visé à l'alinéa précédent, l'arrêté adopté dans ce cadre est soumis à la confirmation du Parlement dans un délai de douze mois suivant son adoption. A défaut d'une telle confirmation, il cesse de produire ses effets à l'issue de ce délai. ».

## TITRE 6 — DISPOSITIONS RELATIVES AU DROIT À LA DÉCONNEXION DES MEMBRES DU PERSONNEL

CHAPITRE 1 — *Dispositions relatives au droit à la déconnexion des membres des personnels de l'enseignement*

*Section 1* — Modification l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

**Art. 86.** Au Chapitre II de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, il est inséré un nouvel article 4quinquies/1 rédigé comme suit :

« Article 4quinquies/1. – Sans préjudice des éventuels cas d'urgence dûment justifiés, et en fonction de la réalité des pouvoirs organisateurs, les membres du personnel bénéficient d'un droit à la déconnexion.

*Les modalités de ce droit et la mise en place de dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, en vue d'assurer le respect des temps de repos ainsi que de l'équilibre entre la vie privée et la vie professionnelle, sont fixées par le Gouvernement sur proposition du Comité central de concertation pour Wallonie Bruxelles Enseignement, visé à l'article 31/1 du décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française.*

*Les modalités et dispositifs visés à l'alinéa précédent doivent, au minimum, prévoir :*

- les modalités pratiques pour l'application du droit du membre du personnel de ne pas être joignable en dehors de ses horaires de travail ;
- les consignes relatives à un usage des outils numériques qui assurent que les périodes de repos, les congés, la vie privée et familiale du membre du personnel soient garantis ;
- des formations et des actions de sensibilisation aux membres du personnel quant à l'utilisation raisonnée des outils numériques et les risques liés à une connexion excessive. ».

**Section 2** — Modification de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux

**Art. 87.** Au Chapitre II de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux, il est inséré un nouvel article 2quinquies/1 rédigé comme suit :

« Article 2quinquies/1. – Sans préjudice des éventuels cas d'urgence dûment justifiés, et en fonction de la réalité des pouvoirs organisateurs, les membres du personnel bénéficient d'un droit à la déconnexion.

*Les modalités de ce droit et la mise en place de dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, en vue d'assurer le respect des temps de repos ainsi que de l'équilibre entre la vie privée et la vie professionnelle, sont fixées par le Gouvernement sur proposition du Comité central de concertation pour Wallonie Bruxelles Enseignement, visé à l'article 31/1 du décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française.*

*Les modalités et dispositifs visés à l'alinéa précédent doivent, au minimum, prévoir :*

- les modalités pratiques pour l'application du droit du membre du personnel de ne pas être joignable en dehors de ses horaires de travail ;
- les consignes relatives à un usage des outils numériques qui assurent que les périodes de repos, les congés, la vie privée et familiale du membre du personnel soient garantis ;
- des formations et des actions de sensibilisation aux membres du personnel quant à l'utilisation raisonnée des outils numériques et les risques liés à une connexion excessive. ».

**Section 3** — Modification du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné

**Art. 88.** Au Chapitre II du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, il est inséré un nouvel article 12/1 rédigé comme suit :

« Article 12/1. – Sans préjudice des éventuels cas d'urgence dûment justifiés, et en fonction de la réalité des pouvoirs organisateurs, les membres du personnel bénéficient d'un droit à la déconnexion.

*Les modalités de ce droit et la mise en place de dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, en vue d'assurer le respect des temps de repos ainsi que de l'équilibre entre la vie privée et la vie professionnelle, sont fixées par le Gouvernement sur proposition des Commissions paritaires centrales compétentes.*

*Les modalités et dispositifs visés à l'alinéa précédent doivent, au minimum, prévoir :*

- les modalités pratiques pour l'application du droit du membre du personnel de ne pas être joignable en dehors de ses horaires de travail ;
- les consignes relatives à un usage des outils numériques qui assurent que les périodes de repos, les congés, la vie privée et familiale du membre du personnel soient garantis ;
- des formations et des actions de sensibilisation aux membres du personnel quant à l'utilisation raisonnée des outils numériques et les risques liés à une connexion excessive. ».

**Section 4** — Modification du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné

**Art. 89.** Au Chapitre II du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, il est inséré un nouvel article 4ter/1 rédigé comme suit :

« Article 4ter/1. – Sans préjudice des éventuels cas d'urgence dûment justifiés, et en fonction de la réalité des pouvoirs organisateurs, les membres du personnel bénéficient d'un droit à la déconnexion.

*Les modalités de ce droit et la mise en place de dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, en vue d'assurer le respect des temps de repos ainsi que de l'équilibre entre la vie privée et la vie professionnelle, sont fixées par le Gouvernement sur proposition des Commissions paritaires centrales compétentes.*

*Les modalités et dispositifs visés à l'alinéa précédent doivent, au minimum, prévoir :*

- les modalités pratiques pour l'application du droit du membre du personnel de ne pas être joignable en dehors de ses horaires de travail ;
- les consignes relatives à un usage des outils numériques qui assurent que les périodes de repos, les congés, la vie privée et familiale du membre du personnel soient garantis ;
- des formations et des actions de sensibilisation aux membres du personnel quant à l'utilisation raisonnée des outils numériques et les risques liés à une connexion excessive. ».

**Section 5** — Modifications du décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française

**Art. 90.** Au Titre II du décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, il est inséré un nouvel article 14/1 rédigé comme suit :

« Article 14/1. – Sans préjudice des éventuels cas d'urgence dûment justifiés, et en fonction de la réalité des pouvoirs organisateurs, les membres du personnel bénéficient d'un droit à la déconnexion.

*Les modalités de ce droit et la mise en place de dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, en vue d'assurer le respect des temps de repos ainsi que de l'équilibre entre la vie privée et la vie professionnelle, sont fixées par le Gouvernement sur proposition du Comité central de concertation pour Wallonie Bruxelles Enseignement, visé à l'article 31/1 du décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française.*

*Les modalités et dispositifs visés à l'alinéa précédent doivent, au minimum, prévoir :*

- les modalités pratiques pour l'application du droit du membre du personnel de ne pas être joignable en dehors de ses horaires de travail ;
- les consignes relatives à un usage des outils numériques qui assurent que les périodes de repos, les congés, la vie privée et familiale du membre du personnel soient garantis ;
- des formations et des actions de sensibilisation aux membres du personnel quant à l'utilisation raisonnée des outils numériques et les risques liés à une connexion excessive. ».

**Art. 91.** Au Titre III du même décret, il est inséré un nouvel article 110/1 rédigé comme suit :

*« Article 110/1. – Sans préjudice des éventuels cas d'urgence dûment justifiés, et en fonction de la réalité des pouvoirs organisateurs, les membres du personnel bénéficient d'un droit à la déconnexion.*

*Les modalités de ce droit et la mise en place de dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, en vue d'assurer le respect des temps de repos ainsi que de l'équilibre entre la vie privée et la vie professionnelle, sont fixées par le Gouvernement sur proposition des Commissions paritaires centrales compétentes.*

*Les modalités et dispositifs visés à l'alinéa précédent doivent, au minimum, prévoir :*

- les modalités pratiques pour l'application du droit du membre du personnel de ne pas être joignable en dehors de ses horaires de travail ;
- les consignes relatives à un usage des outils numériques qui assurent que les périodes de repos, les congés, la vie privée et familiale du membre du personnel soient garantis ;
- des formations et des actions de sensibilisation aux membres du personnel quant à l'utilisation raisonnée des outils numériques et les risques liés à une connexion excessive. ».

**Art. 92.** Au Titre IV du même décret, il est inséré un nouvel article 203/1 rédigé comme suit :

*« Article 203/1. – Sans préjudice des éventuels cas d'urgence dûment justifiés, et en fonction de la réalité des pouvoirs organisateurs, les membres du personnel bénéficient d'un droit à la déconnexion.*

*Les modalités de ce droit et la mise en place de dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, en vue d'assurer le respect des temps de repos ainsi que de l'équilibre entre la vie privée et la vie professionnelle, sont fixées par le Gouvernement sur proposition de la Commission paritaire centrale compétente.*

*Les modalités et dispositifs visés à l'alinéa précédent doivent, au minimum, prévoir :*

- les modalités pratiques pour l'application du droit du membre du personnel de ne pas être joignable en dehors de ses horaires de travail ;
- les consignes relatives à un usage des outils numériques qui assurent que les périodes de repos, les congés, la vie privée et familiale du membre du personnel soient garantis ;
- des formations et des actions de sensibilisation aux membres du personnel quant à l'utilisation raisonnée des outils numériques et les risques liés à une connexion excessive. ».

**Section 6 — Modifications du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants)**

**Art. 93.** Au Titre III du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), il est inséré un nouvel article 93/1 rédigé comme suit :

*« Article 93/1. – Sans préjudice des éventuels cas d'urgence dûment justifiés, et en fonction de la réalité des pouvoirs organisateurs, les membres du personnel bénéficient d'un droit à la déconnexion.*

*Les modalités de ce droit et la mise en place de dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, en vue d'assurer le respect des temps de repos ainsi que de l'équilibre entre la vie privée et la vie professionnelle, sont fixées par le Gouvernement sur proposition du Comité central de concertation pour Wallonie Bruxelles Enseignement, visé à l'article 31/1 du décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française.*

*Les modalités et dispositifs visés à l'alinéa précédent doivent, au minimum, prévoir :*

- les modalités pratiques pour l'application du droit du membre du personnel de ne pas être joignable en dehors de ses horaires de travail ;
- les consignes relatives à un usage des outils numériques qui assurent que les périodes de repos, les congés, la vie privée et familiale du membre du personnel soient garantis ;
- des formations et des actions de sensibilisation aux membres du personnel quant à l'utilisation raisonnée des outils numériques et les risques liés à une connexion excessive. ».

**Art. 94.** Au Titre IV du même décret, il est inséré un nouvel article 219/1 rédigé comme suit :

*« Article 219/1. – Sans préjudice des éventuels cas d'urgence dûment justifiés, et en fonction de la réalité des pouvoirs organisateurs, les membres du personnel bénéficient d'un droit à la déconnexion.*

*Les modalités de ce droit et la mise en place de dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, en vue d'assurer le respect des temps de repos ainsi que de l'équilibre entre la vie privée et la vie professionnelle, sont fixées par le Gouvernement sur proposition de la Commission paritaire centrale compétente.*

*Les modalités et dispositifs visés à l'alinéa précédent doivent, au minimum, prévoir :*

- les modalités pratiques pour l'application du droit du membre du personnel de ne pas être joignable en dehors de ses horaires de travail ;

- les consignes relatives à un usage des outils numériques qui assurent que les périodes de repos, les congés, la vie privée et familiale du membre du personnel soient garantis ;
- des formations et des actions de sensibilisation aux membres du personnel quant à l'utilisation raisonnée des outils numériques et les risques liés à une connexion excessive. ».

**Art. 95.** Au Titre V du même décret, il est inséré un nouvel article 338/1 rédigé comme suit :

« Article 338/1. – Sans préjudice des éventuels cas d'urgence dûment justifiés, et en fonction de la réalité des pouvoirs organisateurs, les membres du personnel bénéficient d'un droit à la déconnexion.

Les modalités de ce droit et la mise en place de dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, en vue d'assurer le respect des temps de repos ainsi que de l'équilibre entre la vie privée et la vie professionnelle, sont fixées par le Gouvernement sur proposition de la Commission paritaire centrale compétente.

Les modalités et dispositifs visé à l'alinéa précédent doivent, au minimum, prévoir :

- les modalités pratiques pour l'application du droit du membre du personnel de ne pas être joignable en dehors de ses horaires de travail ;
- les consignes relatives à un usage des outils numériques qui assurent que les périodes de repos, les congés, la vie privée et familiale du membre du personnel soient garantis ;
- des formations et des actions de sensibilisation aux membres du personnel quant à l'utilisation raisonnée des outils numériques et les risques liés à une connexion excessive. ».

#### Section 7 — Modification du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés

**Art. 96.** Au Chapitre II du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés, il est inséré un nouvel article 11/1 rédigé comme suit :

« Article 11/1. – Sans préjudice des éventuels cas d'urgence dûment justifiés, et en fonction de la réalité des pouvoirs organisateurs, les membres du personnel bénéficient d'un droit à la déconnexion.

Les modalités de ce droit et la mise en place de dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, en vue d'assurer le respect des temps de repos ainsi que de l'équilibre entre la vie privée et la vie professionnelle, sont fixées par le Gouvernement sur proposition de la Commission paritaire centrale compétente.

Les modalités et dispositifs visé à l'alinéa précédent doivent, au minimum, prévoir :

- les modalités pratiques pour l'application du droit du membre du personnel de ne pas être joignable en dehors de ses horaires de travail ;
- les consignes relatives à un usage des outils numériques qui assurent que les périodes de repos, les congés, la vie privée et familiale du membre du personnel soient garantis ;
- des formations et des actions de sensibilisation aux membres du personnel quant à l'utilisation raisonnée des outils numériques et les risques liés à une connexion excessive. ».

#### Section 8 — Modification du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés

**Art. 97.** Au Chapitre II du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés, il est inséré un nouvel article 13/1 rédigé comme suit :

« Article 13/1. – Sans préjudice des éventuels cas d'urgence dûment justifiés, et en fonction de la réalité des pouvoirs organisateurs, les membres du personnel bénéficient d'un droit à la déconnexion.

Les modalités de ce droit et la mise en place de dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, en vue d'assurer le respect des temps de repos ainsi que de l'équilibre entre la vie privée et la vie professionnelle, sont fixées par le Gouvernement sur proposition de la Commission paritaire centrale compétente.

Les modalités et dispositifs visé à l'alinéa précédent doivent, au minimum, prévoir :

- les modalités pratiques pour l'application du droit du membre du personnel de ne pas être joignable en dehors de ses horaires de travail ;
- les consignes relatives à un usage des outils numériques qui assurent que les périodes de repos, les congés, la vie privée et familiale du membre du personnel soient garantis ;
- des formations et des actions de sensibilisation aux membres du personnel quant à l'utilisation raisonnée des outils numériques et les risques liés à une connexion excessive. ».

#### Section 9 — Modification du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française

**Art. 98.** Au Titre I<sup>er</sup> du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, il est inséré un nouvel article 3quinquies/1 rédigé comme suit :

« Article 3quinquies/1. – Sans préjudice des éventuels cas d'urgence dûment justifiés, et en fonction de la réalité des pouvoirs organisateurs, les membres du personnel bénéficient d'un droit à la déconnexion.

Les modalités de ce droit et la mise en place de dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, en vue d'assurer le respect des temps de repos ainsi que de l'équilibre entre la vie privée et la vie professionnelle, sont fixées par le Gouvernement sur proposition du Comité central de concertation pour Wallonie Bruxelles Enseignement, visé à l'article 31/1 du décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française.

Les modalités et dispositifs visés à l'alinéa précédent doivent, au minimum, prévoir :

- les modalités pratiques pour l'application du droit du membre du personnel de ne pas être joignable en dehors de ses horaires de travail ;
- les consignes relatives à un usage des outils numériques qui assurent que les périodes de repos, les congés, la vie privée et familiale du membre du personnel soient garantis ;

– des formations et des actions de sensibilisation aux membres du personnel quant à l'utilisation raisonnée des outils numériques et les risques liés à une connexion excessive. ».

Section 10 — Modification du décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion

**Art. 99.** Au Titre I<sup>er</sup> du décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion, il est inséré un nouvel article 12/1 rédigé comme suit :

« Article 12/1. - Sans préjudice des éventuels cas d'urgence dûment justifiés, et en fonction de la réalité des pouvoirs organisateurs, les membres du personnel bénéficient d'un droit à la déconnexion.

Les modalités de ce droit et la mise en place de dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, en vue d'assurer le respect des temps de repos ainsi que de l'équilibre entre la vie privée et la vie professionnelle, sont fixées par le Gouvernement sur proposition de la Commission paritaire centrale compétente.

Les modalités et dispositifs visés à l'alinéa précédent doivent, au minimum, prévoir :

– les modalités pratiques pour l'application du droit du membre du personnel de ne pas être joignable en dehors de ses horaires de travail ;

– les consignes relatives à un usage des outils numériques qui assurent que les périodes de repos, les congés, la vie privée et familiale du membre du personnel soient garantis ;

– des formations et des actions de sensibilisation aux membres du personnel quant à l'utilisation raisonnée des outils numériques et les risques liés à une connexion excessive. ».

Section 11 — Modifications du décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française

**Art. 100.** Au Titre II du décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française, un nouvel article 72/1, est inséré, rédigé comme suit :

« Article 72/1. – Sans préjudice des éventuels cas d'urgence dûment justifiés, et en fonction de la réalité des pouvoirs organisateurs, les membres du personnel bénéficient d'un droit à la déconnexion.

Les modalités de ce droit et la mise en place de dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, en vue d'assurer le respect des temps de repos ainsi que de l'équilibre entre la vie privée et la vie professionnelle, sont fixées par le Gouvernement sur proposition du Comité central de concertation pour Wallonie Bruxelles Enseignement, visé à l'article 31/1 du décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française.

Les modalités et dispositifs visés à l'alinéa précédent doivent, au minimum, prévoir :

– les modalités pratiques pour l'application du droit du membre du personnel de ne pas être joignable en dehors de ses horaires de travail ;

– les consignes relatives à un usage des outils numériques qui assurent que les périodes de repos, les congés, la vie privée et familiale du membre du personnel soient garantis ;

– des formations et des actions de sensibilisation aux membres du personnel quant à l'utilisation raisonnée des outils numériques et les risques liés à une connexion excessive. ».

**Art. 101.** Au Titre II du même décret un nouvel article 97/1 est inséré, rédigé comme suit :

« Article 97/1. – Sans préjudice des éventuels cas d'urgence dûment justifiés, et en fonction de la réalité des pouvoirs organisateurs, les membres du personnel bénéficient d'un droit à la déconnexion.

Les modalités de ce droit et la mise en place de dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, en vue d'assurer le respect des temps de repos ainsi que de l'équilibre entre la vie privée et la vie professionnelle, sont fixées par le Gouvernement sur proposition des Commissions paritaires centrales compétentes.

Les modalités et dispositifs visés à l'alinéa précédent doivent, au minimum, prévoir :

– les modalités pratiques pour l'application du droit du membre du personnel de ne pas être joignable en dehors de ses horaires de travail ;

– les consignes relatives à un usage des outils numériques qui assurent que les périodes de repos, les congés, la vie privée et familiale du membre du personnel soient garantis ;

– des formations et des actions de sensibilisation aux membres du personnel quant à l'utilisation raisonnée des outils numériques et les risques liés à une connexion excessive. ».

**Art. 102.** Au Titre II du même décret, un nouvel article 138/1 est inséré, rédigé comme suit :

« Article 138/1. – Sans préjudice des éventuels cas d'urgence dûment justifiés, et en fonction de la réalité des pouvoirs organisateurs, les membres du personnel bénéficient d'un droit à la déconnexion.

Les modalités de ce droit et la mise en place de dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, en vue d'assurer le respect des temps de repos ainsi que de l'équilibre entre la vie privée et la vie professionnelle, sont fixées par le Gouvernement sur proposition des Commissions paritaires centrales compétentes.

Les modalités et dispositifs visés à l'alinéa précédent doivent, au minimum, prévoir :

– les modalités pratiques pour l'application du droit du membre du personnel de ne pas être joignable en dehors de ses horaires de travail ;

– les consignes relatives à un usage des outils numériques qui assurent que les périodes de repos, les congés, la vie privée et familiale du membre du personnel soient garantis ;

– des formations et des actions de sensibilisation aux membres du personnel quant à l'utilisation raisonnée des outils numériques et les risques liés à une connexion excessive. ».

CHAPITRE 2 — *Dispositions relatives au droit à la déconnexion des membres des personnels des universités**Section 1 — Modifications de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat*

**Art. 103.** Au Chapitre III de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, il est inséré une section 8 intitulée « Des droits du membre du personnel à la déconnexion ».

**Art. 104.** Dans la section 8, insérée par l'article 103, il est inséré un article 49*undecies* rédigé comme suit :

« Article 49*undecies*. – « Sans préjudice des éventuels cas d'urgence dûment justifiés, et en fonction des contingences du service, les membres du personnel bénéficient d'un droit à la déconnexion.

*Les modalités de ce droit et la mise en place de dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, en vue d'assurer le respect des temps de repos ainsi que l'équilibre entre la vie privée et la vie professionnelle, sont fixées par le conseil d'administration sur avis du comité de concertation de base compétent.*

*Les modalités et dispositifs visés à l'alinéa précédent doivent, au minimum, prévoir :*

– les modalités pratiques pour l'application du droit du membre du personnel de ne pas être joignable en dehors de ses prestations ;

– les consignes relatives à un usage des outils numériques qui assurent que les périodes de repos, les congés, la vie privée et familiale du membre du personnel soient garantis ;

– des formations et des actions de sensibilisation aux membres du personnel quant à l'utilisation raisonnée des outils numériques et les risques liés à une connexion excessive. ».

*Section 2 — Modifications de l'arrêté royal du 31 octobre 1953 fixant le statut des agrégés, des répétiteurs et des membres du personnel scientifique des Universités de l'Etat*

**Art. 105.** Au Titre I de l'arrêté royal du 31 octobre 1953 fixant le statut des agrégés, des répétiteurs et des membres du personnel scientifique des Universités de l'Etat, il est inséré un Chapitre V intitulé « Des droits du membre du personnel à la déconnexion ».

**Art. 106.** Dans le Chapitre V, inséré par l'article 105, il est inséré un article 33*bis* rédigé comme suit :

« Article 33*bis*. – « Sans préjudice des éventuels cas d'urgence dûment justifiés, et en fonction des contingences du service, les membres du personnel bénéficient d'un droit à la déconnexion.

*Les modalités de ce droit et la mise en place de dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, en vue d'assurer le respect des temps de repos ainsi que l'équilibre entre la vie privée et la vie professionnelle, sont fixées par le conseil d'administration sur avis du comité de concertation de base compétent.*

*Les modalités et dispositifs visés à l'alinéa précédent doivent, au minimum, prévoir :*

– les modalités pratiques pour l'application du droit du membre du personnel de ne pas être joignable en dehors de ses horaires de travail ;

– les consignes relatives à un usage des outils numériques qui assurent que les périodes de repos, les congés, la vie privée et familiale du membre du personnel soient garantis ;

– des formations et des actions de sensibilisation aux membres du personnel quant à l'utilisation raisonnée des outils numériques et les risques liés à une connexion excessive. ».

*Section 3 — Modifications de l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le statut du personnel de direction et attaché, du personnel administratif, personnel adjoint à la recherche, personnel de gestion, puéricultrices, surveillants des travaux et dessinateurs, du personnel paramédical et du personnel spécialisé des universités et faculté universitaire de la Communauté française*

**Art. 107.** Dans l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le statut du personnel de direction et attaché, du personnel administratif, personnel adjoint à la recherche, personnel de gestion, puéricultrices, surveillants des travaux et dessinateurs, du personnel paramédical et du personnel spécialisé des universités et faculté universitaire de la Communauté française, il est inséré un Chapitre VIII*bis* intitulé « Des droits du membre du personnel à la déconnexion ».

**Art. 108.** Dans le Chapitre VIII*bis*, inséré par l'article 107 du présent décret, il est inséré un article 61*bis* rédigé comme suit :

« Article 61*bis*. – « Sans préjudice des éventuels cas d'urgence dûment justifiés, et en fonction des contingences du service, les membres du personnel bénéficient d'un droit à la déconnexion.

*Les modalités de ce droit et la mise en place de dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, en vue d'assurer le respect des temps de repos ainsi que l'équilibre entre la vie privée et la vie professionnelle, sont fixées par le conseil d'administration sur avis du comité de concertation de base compétent.*

*Les modalités et dispositifs visés à l'alinéa précédent doivent, au minimum, prévoir :*

– les modalités pratiques pour l'application du droit du membre du personnel de ne pas être joignable en dehors de ses horaires de travail ;

– les consignes relatives à un usage des outils numériques qui assurent que les périodes de repos, les congés, la vie privée et familiale du membre du personnel soient garantis ;

– des formations et des actions de sensibilisation aux membres du personnel quant à l'utilisation raisonnée des outils numériques et les risques liés à une connexion excessive. ».



## TITRE 7 — DISPOSITION FINALE

**Art. 109.** Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception :

– des articles 3, 10, 12, 17 à 22, 24, 28 à 33, 38, 1<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, 39 à 43, 62 à 64 et 73 qui produisent leurs effets en vue de la rentrée scolaire ou académique 2023-2024 ;

– de l'article 38, 2<sup>o</sup>, qui produit ses effets le 3 février 2021 ;

– des articles 8, 9, 11, 13, 14 à 16, 23, 25 à 27, 34 à 37, 44 à 61 et du Titre 5, qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 18 janvier 2024.

Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
P.-Y. JEHOLET

Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances  
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,  
F. DAERDEN

Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,  
B. LINARD

Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,  
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,  
F. BERTIEAUX

Ministre de l'Éducation,  
C. DESIR

—  
Note

(1) Session 2023-2024

Documents du Parlement. – Projet de décret, n<sup>o</sup> 628-1 – Rapport de commission, n<sup>o</sup> 628-2 – Texte adopté en commission, n<sup>o</sup> 628-3 - Texte adopté en séance plénière, n<sup>o</sup> 628-4

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 17 janvier 2024.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/001105]

## 18 JANUARI 2024. — Decreet houdende diverse maatregelen betreffende het onderwijs (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

## TITEL 1 — BEPALINGEN BETREFFENDE DE ALGEMENE ORGANISATIE VAN HET ONDERWIJS

HOOFDSTUK 1 — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren*

**Artikel 1.** In artikel 98bis van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, wordt § 2 vervangen door hetgeen volgt:

“§ 2. Het beroep wordt aangetekend of elektronisch verzonden naar de Administratie die het doorstuurt naar de Voorzitter van de Raad van Beroep. Een afschrift van het beroep dat per aangetekend schrijven bij de Administratie wordt ingediend, wordt door de eisers op dezelfde dag, eveneens per aangetekend schrijven, naar het hoofd van de betreffende instelling gestuurd. Deze laatste kan de Administratie elk stuk toesturen dat meer duidelijkheid kan bieden voor de Raad van beroep. Hij kan de Raad van beroep ook een met redenen omkleed advies over de gegrondheid van het beroep doen toekomen. De Administratie bezorgt dit document aan de Voorzitter van de Raad van Beroep.

De Raad van beroep gebiedt de instelling om elk voor zijn besluitvorming nuttig geacht document over te leggen. Hij kan elke persoon horen van wie hij dat nodig acht. Hij kan zich laten bijstaan door deskundigen van zijn keuze.

Op verzoek van de klassenraad wordt de voorzitter ervan door de Raad van beroep gehoord.” .

HOOFDSTUK 2 — *Wijzigingen van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs*

**Art. 2.** § 1 van artikel 37 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, wordt geschrapt.

**Art. 3.** In artikel 16, § 2, van hetzelfde decreet worden de volgende bepalingen toegevoegd: “Voor de functies van vrachtwagenchauffeur kan het slaagattest voor het sectorale bekwaamheidsexamen georganiseerd door het Sociaal Fonds Transport en Logistiek ook worden toegelaten als bestanddeel van het bekwaamheidsbewijs.”.

HOOFDSTUK 3 — *Bepalingen ter versterking van het verbod op politieke propaganda in scholen*

*Afdeling 1* — Wijziging van het decreet van 7 februari 2019 met betrekking tot de aanschaf van schoolboeken, digitale hulpmiddelen, pedagogische instrumenten en literatuurboeken, binnen de schoolinrichtingen

**Art. 4.** In artikel 3 van het decreet van 7 februari 2019 met betrekking tot de aanschaf van schoolboeken, digitale hulpmiddelen, pedagogische instrumenten en literatuurboeken binnen de schoolinrichtingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1 wordt een punt 4° toegevoegd, dat als volgt luidt:

*“4° naleving van de bepalingen met betrekking tot het verbod op elke politieke propaganda, elke handelsactiviteit of elk gedrag behorende tot de oneerlijke concurrentie tussen scholen, in overeenstemming met artikel 1.7.3-3 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs.”;*

2° in § 2 wordt het eerste lid vervangen door hetgeen volgt:

*“De Regering stelt de procedure vast voor het verkrijgen van het label voor schoolboeken, digitale hulpmiddelen en pedagogische tools en stelt een handvest op dat de uitgevers van schoolboeken moeten ondertekenen, om zich ertoe te verbinden de in paragraaf 1, 1°, a en b, en 4° bedoelde beginselen te eerbiedigen om aanspraak te kunnen maken op een label voor hun schoolboeken, digitale hulpmiddelen en/of pedagogische tools.”;*

3° in § 3, eerste lid, worden de woorden “bedoeld in paragraaf 1, 1°, a en b,” vervangen door de woorden “bedoeld in paragraaf 1, 1°, a en b, en 4°”.

*Afdeling 2* — Bepalingen tot wijziging van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs

**Art. 5.** In artikel 1.3.1-1 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 49°/1 wordt vervangen door hetgeen volgt:

*“49°/1. Politieke propaganda: actie uitgeoefend op leerlingen of gericht op ouders om hen ertoe te bewegen een mandataris of een politieke partij te steunen, of om hen over te halen zich bij politieke ideeën aan te sluiten, met uitzondering van activiteiten uitgevoerd in een kader dat de uitdrukking van een pluralisme van meningen garandeert;”;*

- een punt 49°/2 wordt ingevoegd als volgt:

*“49°/2 samenwerkingsprotocol: het protocol bedoeld in artikel 1.5.2-17, § 2;”.*

**Art. 6.** Artikel 1.7.3-3, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld als volgt:

*“Het is niet toegestaan om leerlingen een prijs, beloning of geschenk met de naam van een actieve politieke partij of actieve mandataris te overhandigen, evenmin als de overhandiging ervan door een mandataris buiten elke vertegenwoordigingsactiviteit van de overheidsinstantie waartoe hij behoort.”.*

HOOFDSTUK 4 — *Wijziging van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie*

**Art. 7.** Het vijfde lid van artikel 26 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie wordt vervangen door hetgeen volgt:

*“Tussen 15 mei en 31 mei beslist de Klassenraad om de leerling al dan niet toe te laten tot het afleggen van eindejaarexamens, op basis van de naleving van de hem gestelde doelen. De beslissing van de klassenraad moet onmiddellijk schriftelijk worden meegedeeld aan de ouders of wettelijke voogden van de leerling, of aan de leerling zelf indien hij meerderjarig is. De beslissing om de studies van de leerling al dan niet te bekrachtigen, leidt niet tot een oriëntatieattest C, zoals bedoeld in artikel 23, § 2, 3°, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs.”.*

HOOFDSTUK 5 — *Wijziging van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs*

**Art. 8.** In artikel 1.7.7-5, § 1, 8°, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs worden de woorden “1 januari 2024” vervangen door “1 januari 2025”.

**TITEL 2 — DIVERSE BEPALINGEN BETREFFENDE DE STATUTEN VAN DE PERSONEELSLEDEN EN DE VERLOVEN, AFWEZIGHEDEN EN BESCHIKBAARHEDEN VAN DE LEDEN VAN HET ONDERWIJZEND PERSONEEL EN DE PMS-CENTRA**

HOOFDSTUK 1 — *Wijziging van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat*

**Art. 9.** Artikel 49<sup>quater</sup>/1 van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat wordt aangevuld met een tweede lid dat als volgt luidt:

*“Het in het vorige lid bedoelde verlof wordt eveneens aan het personeelslid toegekend naar aanleiding van de geboorte van een kind waarvan de afstamming ten aanzien van het personeelslid is vastgesteld, tenzij het personeelslid recht heeft op het moederschapsverlof bedoeld in artikel 39 van de arbeidswet van 16 maart 1971.”.*

**Art. 10.** In afdeling 6 van hoofdstuk III van dezelfde wet wordt een artikel 49<sup>quater</sup>/2 ingevoegd als volgt:

*“Artikel 49<sup>quater</sup>/2. - § 1. Het lid van het onderwijzend personeel heeft recht op de onderbreking van de beroepsloopbaan bij de geboorte of adoptie van een kind, in het kader van het ouderschapsverlof, overeenkomstig de artikelen 4<sup>quater</sup> en 4<sup>quater</sup>/1 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1991 betreffende de toekening van onderbrekingsuitkeringen aan de personeelsleden van het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra*

*Voor de toepassing van de bepalingen bedoeld in het vorige lid wordt met “de overheid” de raad van bestuur of zijn afgevaardigde bedoeld.*

*§ 2. Het personeelslid dat de beroepsloopbaan wenst te onderbreken bij de geboorte of de adoptie van een kind, stelt de raad van bestuur of zijn afgevaardigde hiervan schriftelijk in kennis.*

*Deze kennisgeving moet ten minste twee maanden vóór de aanvang van het ouderschapsverlof gebeuren, behoudens afwijking verleend door de raad van bestuur of zijn afgevaardigde, met vermelding van de datum waarop het ouderschapsverlof ingaat, alsook van de duur ervan.*

*Tevens geeft het personeelslid aan of het kiest voor een gehele of gedeeltelijke onderbreking van de beroepsloopbaan en vermeldt in het tweede geval de gekozen onderbrekingsfractie.*

§ 3. Tijdens de loopbaanonderbreking is het personeelslid in onbetaald verlof. Dat verlof wordt met een periode van dienstactiviteit gelijkgesteld.

Het personeelslid ontvangt onderbrekingsvergoedingen onder de voorwaarden en volgens de bepalingen vastgelegd in voornoemd koninklijk besluit van 12 augustus 1991.

§ 4. Mits een opzegtermijn van één maand kan het personeelslid de toestemming van de raad van bestuur of zijn afgevaardigde krijgen om de onderbreking van de beroepsloopbaan te beëindigen vóór het einde van de aanvankelijk gevraagde periode.

Binnen twee weken na de beslissing, zal de raad van bestuur of zijn afgevaardigde de datum waarop de loopbaanonderbreking een einde neemt meedelen aan de directeur zoals bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1991. .

**HOOFDSTUK 2** — Wijzigingen van het koninklijk besluit van 31 oktober 1953 tot vaststelling van het statuut van de geaggregeerden, de repetitors en het wetenschappelijk personeel bij de rijksuniversiteiten

**Art. 11.** Artikel 44, 2°, van het koninklijk besluit van 31 oktober 1953 tot vaststelling van het statuut van de geaggregeerden, de repetitors en het wetenschappelijk personeel bij de rijksuniversiteiten wordt aangevuld met een derde lid dat als volgt luidt:

*“Het in het vorige lid bedoelde verlof wordt eveneens aan het personeelslid toegekend naar aanleiding van de geboorte van een kind waarvan de afstamming ten aanzien van het personeelslid is vastgesteld, tenzij het personeelslid recht heeft op het moederschapsverlof bedoeld in artikel 39 van de arbeidswet van 16 maart 1971.” .*

**Art. 12.** In Titel III, hoofdstuk II van hetzelfde besluit wordt een artikel 45 ingevoegd, dat als volgt luidt:

*“Artikel 45. - § 1. Het lid van het wetenschappelijk personeel heeft recht op de onderbreking van de beroepsloopbaan bij de geboorte of adoptie van een kind, in het kader van het ouderschapsverlof, overeenkomstig de artikelen 4quater en 4quater/1 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen aan de personeelsleden van het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra*

*Voor de toepassing van de bepalingen bedoeld in het vorige lid wordt met “de overheid” de raad van bestuur of zijn afgevaardigde bedoeld.*

§ 2. Het personeelslid dat zijn beroepsloopbaan wenst te onderbreken bij de geboorte of de adoptie van een kind, stelt de raad van bestuur of zijn afgevaardigde hiervan schriftelijk in kennis.

*Deze kennisgeving moet ten minste twee maanden vóór de aanvang van het ouderschapsverlof gebeuren, behoudens afwijking verleend door de raad van bestuur of zijn afgevaardigde, met vermelding van de datum waarop het ouderschapsverlof ingaat, alsook van de duur ervan.*

*Tevens geeft het personeelslid aan of het kiest voor een gehele of gedeeltelijke onderbreking van de beroepsloopbaan en vermeldt in het tweede geval de gekozen onderbrekingsfractie.*

§ 3. Tijdens de loopbaanonderbreking is het personeelslid in onbetaald verlof. Dat verlof wordt met een periode van dienstactiviteit gelijkgesteld.

Het personeelslid ontvangt onderbrekingsvergoedingen onder de voorwaarden en volgens de bepalingen vastgelegd in voornoemd koninklijk besluit van 12 augustus 1991.

§ 4. Mits een opzegtermijn van één maand kan het personeelslid de toestemming van de raad van bestuur of zijn afgevaardigde krijgen om de onderbreking van de beroepsloopbaan te beëindigen vóór het einde van de aanvankelijk gevraagde periode.

Binnen twee weken na de beslissing, zal de raad van bestuur of zijn afgevaardigde de datum waarop de loopbaanonderbreking een einde neemt meedelen aan de directeur zoals bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1991. .

**HOOFDSTUK 3** — Wijziging van het koninklijk besluit houdende vaststelling van de modaliteiten tot toepassing van de wet van 29 maart 1965 betreffende de terbeschikkingstelling van leden van het onderwijzend personeel ten behoeve van jeugdorganisaties

**Art. 13.** In artikel 7 van het koninklijk besluit houdende vaststelling van de modaliteiten tot toepassing van de wet van 29 maart 1965 betreffende de terbeschikkingstelling van leden van het onderwijzend personeel ten behoeve van jeugdorganisaties worden de woorden “tot 1 januari 2024” ingevoegd tussen “hernieuwbaar” en “De”.

**HOOFDSTUK 4** — Wijzigingen van het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meester-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs

**Art. 14.** In artikel 4, eerste lid, b), van het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meester-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs wordt een tweede lid ingevoegd als volgt:

*“Het in het vorige lid bedoelde verlof wordt eveneens aan het personeelslid toegekend naar aanleiding van de geboorte van een kind waarvan de afstamming ten aanzien van het personeelslid is vastgesteld, tenzij het personeelslid recht heeft op het moederschapsverlof bedoeld in artikel 39 van de arbeidswet van 16 maart 1971.” .*

**Art. 15.** In artikel 4bis, eerste lid van hetzelfde besluit worden de woorden “kunnen verkrijgen” vervangen door de woorden “verkrijgen”.

**Art. 16.** In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° eerste lid, punt a), wordt aangevuld als volgt:

*“In afwijking van het vorige lid worden van rechtswege vijf dagen van dit verlof toegekend wanneer het verlof tot doel heeft persoonlijke verzorging of persoonlijke hulp te verlenen aan een van de volgende personen die naar het oordeel van hun behandelende arts om ernstige medische redenen aanzienlijke verzorging of hulp behoeven: de echtgenoot, een bloedverwant in de eerste graad van het personeelslid of een persoon die onder hetzelfde dak woont als het personeelslid.” ;*

2° een derde lid wordt toegevoegd als volgt:

*“Voor de toepassing van punt a), eerste lid, is de inrichtende macht of haar afgevaardigde verplicht binnen drie werkdagen na de indiening van het verzoek te reageren en elke weigering te motiveren.” .*

**Art. 17.** In artikel 10*bis* van hetzelfde besluit worden de woorden "wanneer een controle door het orgaan dat door de regering van de Franse Gemeenschap is belast met het controleren van afwezigheden door ziekte of ongeschiktheid, bevestigt dat deze afwezigheden verband houden met de zwangerschapstoestand van het personeelslid" vervangen door de woorden "wanneer de betrokkene een attest van de behandelende arts overlegt waarin wordt verklaard dat deze afwezigheden verband houden met de zwangerschapstoestand, uitsluitend gebruikmakend van het formulier waarvan het model wordt bepaald door de Regering van de Franse Gemeenschap".

**Art. 18.** In artikel 14 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "mag op aanvraag [...], indien het tot staving van die aanvraag een attest van zijn arts overlegt en indien de instelling door de Regering van de Franse Gemeenschap belast met de controle op de afwezigheid wegens ziekte, ongeval of ongeschiktheid oordeelt dat de gezondheidstoestand van de betrokkene het toelaat" worden vervangen door de woorden "indien het een attest overlegt van zijn behandelende arts waarin wordt verklaard dat zijn fysieke toestand dit rechtvaardigt, uitsluitend gebruikmakend van het formulier waarvan het model door de Regering van de Franse Gemeenschap wordt bepaald en indien het de toestemming van zijn inrichtende macht of haar afgevaardigde verkrijgt";

2° drie leden worden toegevoegd, luidend als volgt:

*"Deze toestemming mag niet voor een periode van meer dan dertig kalenderdagen genomen worden. Verlengingen kunnen echter worden verleend voor een periode van dertig dagen, mits overlegging van een nieuw attest als bedoeld in het vorige lid en een nieuwe toestemming van de inrichtende macht of haar afgevaardigde."*

*In afwijking van het vorige lid eindigt de toestemming vervoegd op de dag waarop het personeelslid zijn ambt weer volledig dient op te nemen overeenkomstig artikelen 10 tot en met 18 van het decreet van 22 december 1994 houdende dringende maatregelen inzake onderwijs."*

*Het personeelslid dat een dergelijke toestemming geniet, is verplicht om elke week de helft van de duur van de prestaties te volbrengen die het personeelslid normaal worden opgelegd in zijn ambt."*

**Art. 19.** Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt vervangen door hetgeen volgt:

*"Art. 15. Het personeelslid bezorgt het in artikel 14 bedoelde attest onmiddellijk aan de instelling die door de Regering van de Franse Gemeenschap belast is met de controle van de afwezigheden wegens ziekte of ongeschiktheid, voorafgaand aan de indiening van zijn aanvraag overeenkomstig het volgende lid."*

*Het personeelslid dient zijn aanvraag in bij zijn inrichtende macht of haar afgevaardigde uiterlijk vijf werkdagen vóór de ingang van de verminderde prestaties of verlenging daarvan."*

**Art. 20.** In artikel 17*bis* van hetzelfde besluit worden de woorden "mag op aanvraag [...], indien het tot staving van die aanvraag een attest van zijn arts overlegt en indien de instelling door de Regering van de Franse Gemeenschap belast met de controle op de afwezigheid wegens ziekte, ongeval of ongeschiktheid oordeelt dat de gezondheidstoestand van de betrokkene het toelaat" vervangen door de woorden "indien het een attest overlegt van zijn behandelende arts waarin wordt verklaard dat zijn fysieke toestand dit rechtvaardigt, uitsluitend gebruikmakend van het formulier waarvan het model door de Regering van de Franse Gemeenschap wordt bepaald en indien het de toestemming van zijn inrichtende macht of haar afgevaardigde verkrijgt."

**Art. 21.** Artikel 17*ter* van datzelfde besluit wordt vervangen door hetgeen volgt:

Het personeelslid bezorgt het in artikel 17*bis* bedoelde attest onmiddellijk aan de instelling die door de Regering van de Franse Gemeenschap belast is met de controle van de afwezigheden wegens ziekte of ongeschiktheid, voorafgaand aan de indiening van zijn aanvraag overeenkomstig het volgende lid.

Het personeelslid dient zijn aanvraag in bij zijn inrichtende macht of haar afgevaardigde uiterlijk vijf werkdagen vóór de ingang van de verminderde prestaties of verlenging daarvan."

**Art. 22.** In artikel 17*quater* van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "nadat de instelling die door de Regering van de Franse Gemeenschap wordt belast met de controle op de afwezigheden wegens ziekte opnieuw haar toestemming heeft gegeven en nadat de huisarts van het personeelslid een gunstig advies heeft uitgebracht" worden vervangen door de woorden "onder voorbehoud van de overlegging van een nieuw attest zoals bedoeld in artikel 17*bis* en een nieuwe toestemming van de inrichtende macht of haar afgevaardigde." ;

2° een tweede lid wordt toegevoegd als volgt:

*"In afwijking van het vorige lid eindigt de toestemming vervoegd op de dag waarop het personeelslid zijn ambt weer volledig dient op te nemen overeenkomstig artikelen 10 tot en met 18 van het decreet van 22 december 1994 houdende dringende maatregelen inzake onderwijs."*

**Art. 23.** Artikel 19 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met twee leden luidend als volgt:

*"De verlofaanvraag moet ten minste één maand voor de aanvang van het verlof en uiterlijk op 1 juni vóór de aanvang van het verlof worden ingediend wanneer dat verlof op de eerste dag van het school- of academiejaar ingaat, behoudens schriftelijke toestemming van de inrichtende macht of haar afgevaardigde."*

*De inrichtende macht of haar afgevaardigde is verplicht binnen vijftien werkdagen na de indiening van het verzoek te reageren en elke weigering te motiveren."*

**HOOFDSTUK 5 — Wijziging van het koninklijk besluit van 30 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van het bestuurs- en toegevoegd personeel, hulppersoneel voor onderzoek, beheerspersoneel, de kinderverzorgsters, werkopzichters en tekenaars, het paramedisch en gespecialiseerd personeel van de universiteiten en de universitaire faculteit van de Franse Gemeenschap**

**Art. 24.** In hoofdstuk X van het koninklijk besluit van 30 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van het bestuurs- en toegevoegd personeel, hulppersoneel voor onderzoek, beheerspersoneel, de kinderverzorgsters, werkopzichters en tekenaars, het paramedisch en gespecialiseerd personeel van de universiteiten en de universitaire faculteit van de Franse Gemeenschap, wordt een artikel 69 bis/1 ingevoegd, luidend als volgt:

*"Artikel 69bis/1. - § 1. In afwijking van artikel 69bis, heeft het personeelslid recht op de onderbreking van de beroepsloopbaan bij de geboorte of adoptie van een kind, in het kader van het ouderschapsverlof, overeenkomstig de artikelen 4*quater* en 4*quater*/1 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen aan de personeelsleden van het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra*

*Voor de toepassing van de bepalingen bedoeld in het vorige lid wordt met "de overheid" de raad van bestuur of zijn afgevaardigde bedoeld."*

§ 2. Het personeelslid dat zijn beroepsloopbaan wenst te onderbreken bij de geboorte of de adoptie van een kind, stelt de raad van bestuur of zijn afgevaardigde hiervan schriftelijk in kennis.

Deze kennisgeving moet ten minste twee maanden vóór de aanvang van het ouderschapsverlof gebeuren, behoudens afwijking verleend door de raad van bestuur of zijn afgevaardigde, met vermelding van de datum waarop het ouderschapsverlof ingaat, alsook van de duur ervan.

Tevens geeft het personeelslid aan of het kiest voor een gehele of gedeeltelijke onderbreking van de beroepsloopbaan en vermeldt in het tweede geval de gekozen onderbrekingsfractie.

§ 3. Tijdens de loopbaanonderbreking is het personeelslid in onbetaald verlof. Dat verlof wordt met een periode van dienstactiviteit gelijkgesteld.

Het personeelslid ontvangt onderbrekingsvergoedingen onder de voorwaarden en volgens de bepalingen vastgelegd in voornoemd koninklijk besluit van 12 augustus 1991.

§ 4. Mits een opzegtermijn van één maand kan het personeelslid de toestemming van de raad van bestuur of zijn afgevaardigde krijgen om de onderbreking van de beroepsloopbaan te beëindigen vóór het einde van de aanvankelijk gevraagde periode.

Binnen twee weken na de beslissing, zal de raad van bestuur of zijn afgevaardigde de datum waarop de loopbaanonderbreking een einde neemt meedelen aan de directeur zoals bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1991.

**HOOFDSTUK 6** — Wijzigingen van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de personeelsleden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen

**Art. 25.** In artikel 5, eerste lid, b), van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de personeelsleden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt een tweede lid ingevoegd als volgt:

“Het in het vorige lid bedoelde verlof wordt eveneens aan het personeelslid toegekend naar aanleiding van de geboorte van een kind waarvan de afstamming ten aanzien van het personeelslid is vastgesteld, tenzij het personeelslid recht heeft op het moederschapsverlof bedoeld in artikel 39 van de arbeidswet van 16 maart 1971.”

**Art. 26.** In artikel 5bis, eerste lid van hetzelfde besluit worden de woorden “kunnen verkrijgen” vervangen door de woorden “verkrijgen”.

**Art. 27.** In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In het eerste lid wordt punt a) aangevuld als volgt:

“In afwijking van het vorige lid worden van rechtswege vijf dagen van dit verlof toegekend wanneer het verlof tot doel heeft persoonlijke verzorging of persoonlijke hulp te verlenen aan een van de volgende personen die naar het oordeel van hun behandelende arts om ernstige medische redenen aanzienlijke verzorging of hulp behoeven: de echtgenoot, een bloedverwant in de eerste graad van het personeelslid of een persoon die onder hetzelfde dak woont als het personeelslid.”

2° een vierde lid wordt toegevoegd als volgt:

“Voor de toepassing van punt a), eerste lid, is de inrichtende macht of haar afgevaardigde verplicht binnen drie werkdagen na de indiening van het verzoek te reageren en elke weigering te motiveren.”

**Art. 28.** In artikel 19, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “mag op aanvraag [...], indien het tot staving van die aanvraag een attest van zijn arts overlegt en indien de instelling door de Regering van de Franse Gemeenschap belast met de controle op de afwezigheid wegens ziekte, ongeval of ongeschiktheid oordeelt dat de gezondheidstoestand van de betrokkene het toelaat” vervangen door de woorden “indien het een attest overlegt van zijn behandelende arts waarin wordt verklaard dat zijn fysieke toestand dit rechtvaardigt, uitsluitend gebruikmakend van het formulier waarvan het model door de Regering van de Franse Gemeenschap wordt bepaald en indien het de toestemming van zijn inrichtende macht of haar afgevaardigde verkrijgt.”

2° tussen het eerste en tweede lid worden drie leden toegevoegd, luidend als volgt:

“Deze toestemming mag niet voor een periode van meer dan dertig kalenderdagen genomen worden. Verlengingen kunnen echter worden verleend voor een periode van dertig dagen, mits overlegging van een nieuw attest als bedoeld in het vorige lid en een nieuwe toestemming van de inrichtende macht of haar afgevaardigde.

In afwijking van het vorige lid eindigt de toestemming vervroegd op de dag waarop het personeelslid zijn ambt weer volledig dient op te nemen overeenkomstig artikelen 10 tot en met 18 van het decreet van 22 december 1994 houdende dringende maatregelen inzake onderwijs.

Het personeelslid dat een dergelijke toestemming geniet, is verplicht om elke week de helft van de duur van de prestaties te volbrengen die het personeelslid normaal worden opgelegd in zijn ambt.”

**Art. 29.** Artikel 20 van hetzelfde besluit wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Art. 20. Het personeelslid bezorgt het in artikel 19 bedoelde attest onmiddellijk aan de instelling die door de Regering van de Franse Gemeenschap belast is met de controle van de afwezigheden wegens ziekte of ongeschiktheid, voorafgaand aan de indiening van zijn aanvraag overeenkomstig het volgende lid.

Het personeelslid dient zijn aanvraag in bij zijn inrichtende macht of haar afgevaardigde uiterlijk vijf werkdagen vóór de ingang van de verminderde prestaties of verlenging daarvan.”

**Art. 30.** In artikel 22ter van hetzelfde besluit worden de woorden “mag op aanvraag [...], indien het tot staving van die aanvraag een attest van zijn arts overlegt en indien de instelling door de Regering van de Franse Gemeenschap belast met de controle op de afwezigheid wegens ziekte, ongeval of ongeschiktheid oordeelt dat de gezondheidstoestand van de betrokkene het toelaat” vervangen door de woorden “indien het een attest overlegt van zijn behandelende arts waarin wordt verklaard dat zijn fysieke toestand dit rechtvaardigt, uitsluitend gebruikmakend van het formulier waarvan het model door de Regering van de Franse Gemeenschap wordt bepaald en indien het de toestemming van zijn inrichtende macht of haar afgevaardigde verkrijgt.”

**Art. 31.** Artikel 22<sup>quater</sup> van datzelfde besluit wordt vervangen door hetgeen volgt:

*“Art. 22<sup>quater</sup>. Het personeelslid bezorgt het in artikel 22<sup>ter</sup> bedoelde attest onmiddellijk aan de instelling die door de Regering van de Franse Gemeenschap belast is met de controle van de afwezigheden wegens ziekte of ongeschiktheid, voorafgaand aan de indiening van zijn aanvraag overeenkomstig het volgende lid.*

*Het personeelslid dient zijn aanvraag in bij zijn inrichtende macht of haar afgevaardigde uiterlijk vijf werkdagen vóór de ingang van de verminderde prestaties of verlenging daarvan.”*

**Art. 32.** In artikel 22<sup>quinquies</sup> van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de eerste zin van het eerste lid worden de woorden “van het schooljaar” ingevoegd tussen de woorden “op de eerste werkdag” en de woorden “na 1 januari”;

2° in de tweede zin van het eerste lid worden de woorden “nadat de instelling die door de Regering van de Franse Gemeenschap wordt belast met de controle op de afwezigheden wegens ziekte opnieuw haar toestemming heeft gegeven en nadat de huisarts van het personeelslid een gunstig advies heeft uitgebracht” vervangen door de woorden “onder voorbehoud van de overlegging van een nieuw attest als bedoeld in artikel 22<sup>ter</sup> en een nieuwe toestemming van de inrichtende macht of haar afgevaardigde.”;

3° een nieuw, tweede lid wordt ingevoegd, luidend als volgt:

*“In afwijking van het vorige lid eindigt de toestemming vervroegd op de dag waarop het personeelslid zijn ambt weer volledig dient op te nemen overeenkomstig artikelen 10 tot en met 18 van het decreet van 22 december 1994 houdende dringende maatregelen inzake onderwijs.”*

**Art. 33.** In artikel 22<sup>sexies</sup> van hetzelfde besluit worden de woorden “van het schooljaar” ingevoegd tussen de woorden “op de eerste werkdag” en de woorden “na 1 januari”.

**Art. 34.** In artikel 24 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het vierde lid worden de woorden “of haar afgevaardigde” toegevoegd na de woorden “de inrichtende macht”;

2° een vijfde lid wordt toegevoegd als volgt:

*“De inrichtende macht of haar afgevaardigde is verplicht binnen vijftien werkdagen na de indiening van het verzoek te reageren en elke weigering te motiveren.”*

**HOOFDSTUK 7 — Wijzigingen van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten**

**Art. 35.** In artikel 4, eerste lid, b), van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende het verlof en vakantie van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten wordt een tweede lid ingevoegd als volgt:

*“Het in het vorige lid bedoelde verlof wordt eveneens aan het personeelslid toegekend naar aanleiding van de geboorte van een kind waarvan de afstamming ten aanzien van het personeelslid is vastgesteld, tenzij het personeelslid recht heeft op het moederschapverlof bedoeld in artikel 39 van de arbeidswet van 16 maart 1971.”*

**Art. 36.** In artikel 5, eerste lid van hetzelfde besluit worden de woorden “kunnen verkrijgen” vervangen door de woorden “verkrijgen”.

**Art. 37.** In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In het eerste lid wordt punt a) aangevuld als volgt:

*“In afwijking van het vorige lid worden van rechtswege vijf dagen van dit verlof toegekend wanneer het verlof tot doel heeft persoonlijke verzorging of persoonlijke hulp te verlenen aan een van de volgende personen die naar het oordeel van hun behandelende arts om ernstige medische redenen aanzienlijke verzorging of hulp behoeven: de echtgenoot, een bloedverwant in de eerste graad van het personeelslid of een persoon die onder hetzelfde dak woont als het personeelslid.”;*

2° een derde lid wordt toegevoegd als volgt:

*“Voor de toepassing van punt a), eerste lid, is de inrichtende macht of haar afgevaardigde verplicht binnen drie werkdagen na de indiening van het verzoek te reageren en elke weigering te motiveren.”*

**Art. 38.** In artikel 19 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “mag op aanvraag [...], indien het tot staving van die aanvraag een attest van zijn arts overlegt en indien de instelling door de Regering van de Franse Gemeenschap belast met de controle op de afwezigheid wegens ziekte, ongeval of ongeschiktheid oordeelt dat de gezondheidstoestand van de betrokkene het toelaat” vervangen door de woorden “indien het een attest overlegt van zijn behandelende arts waarin wordt verklaard dat zijn fysieke toestand dit rechtvaardigt, uitsluitend gebruikmakend van het formulier waarvan het model door de Regering van de Franse Gemeenschap wordt bepaald en indien het de toestemming van zijn inrichtende macht of haar afgevaardigde verkrijgt.”;

2° in het tweede lid worden de woorden “of stagiairs” ingevoegd tussen de woorden “vastbenoemd” en de woorden “in een ambt”.

3° drie leden worden toegevoegd, luidend als volgt:

*“Deze toestemming mag niet voor een periode van meer dan dertig kalenderdagen genomen worden. Verlengingen kunnen echter worden verleend voor een periode van dertig dagen, mits overlegging van een nieuw attest als bedoeld in het eerste lid en een nieuwe toestemming van de inrichtende macht of haar afgevaardigde.*

*In afwijking van het vorige lid eindigt de toestemming vervroegd op de dag waarop het personeelslid zijn ambt weer volledig dient op te nemen overeenkomstig artikelen 10 tot en met 18 van het decreet van 22 december 1994 houdende dringende maatregelen inzake onderwijs.*

*Het personeelslid dat een dergelijke toestemming geniet, is verplicht om elke week de helft van de duur van de prestaties te volbrengen die hem normaal worden opgelegd in zijn ambt.”*

**Art. 39.** Artikel 20 wordt vervangen door hetgeen volgt:

*“Art. 20. Het personeelslid bezorgt het in artikel 19 bedoelde attest onmiddellijk aan de instelling die door de Regering van de Franse Gemeenschap belast is met de controle van de afwezigheden wegens ziekte of ongeschiktheid, voorafgaand aan de indiening van zijn aanvraag overeenkomstig het volgende lid.*

*Het personeelslid dient zijn aanvraag in bij zijn inrichtende macht of haar afgevaardigde uiterlijk vijf werkdagen vóór de ingang van de verminderde prestaties of verlenging daarvan.”*

**Art. 40.** In artikel 22bis van hetzelfde besluit worden de woorden “mag op aanvraag [...], indien het tot staving van die aanvraag een attest van zijn arts overlegt en indien de instelling door de Regering van de Franse Gemeenschap belast met de controle op de afwezigheid wegens ziekte, ongeval of ongeschiktheid oordeelt dat de gezondheidstoestand van de betrokkene het toelaat” vervangen door de woorden “indien het een attest overlegt van zijn behandelende arts waarin wordt verklaard dat zijn fysieke toestand dit rechtvaardigt, uitsluitend gebruikmakend van het formulier waarvan het model door de Regering van de Franse Gemeenschap wordt bepaald en indien het de toestemming van zijn inrichtende macht of haar afgevaardigde verkrijgt.”

**Art. 41.** Artikel 22ter van datzelfde besluit wordt vervangen door hetgeen volgt:

*“Art. 22ter. Het personeelslid bezorgt het in artikel 22bis bedoelde attest onmiddellijk aan de instelling die door de Regering van de Franse Gemeenschap belast is met de controle van de afwezigheden wegens ziekte of ongeschiktheid, voorafgaand aan de indiening van zijn aanvraag overeenkomstig het volgende lid.*

*Het personeelslid dient zijn aanvraag in bij zijn inrichtende macht of haar afgevaardigde uiterlijk vijf werkdagen vóór de ingang van de verminderde prestaties of verlenging daarvan.”*

**Art. 42.** In artikel 22quater van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “nadat de instelling die door de Regering van de Franse Gemeenschap wordt belast met de controle op de afwezigheden wegens ziekte opnieuw haar toestemming heeft gegeven en nadat de huisarts van het personeelslid een gunstig advies heeft uitgebracht” vervangen door de woorden “onder voorbehoud van de overlegging van een nieuw attest zoals bedoeld in artikel 22bis en een nieuwe toestemming van de inrichtende macht of haar afgevaardigde.”;

2° een tweede lid wordt ingevoegd als volgt:

*“In afwijking van het vorige lid eindigt de toestemming vervroegd op de dag waarop het personeelslid zijn ambt weer volledig dient op te nemen overeenkomstig artikelen 10 tot en met 18 van het decreet van 22 december 1994 houdende dringende maatregelen inzake onderwijs.”;*

3° in het laatste lid wordt het woord “werkdag” vervangen door het woord “dienstdag”.

**Art. 43.** in artikel 22quinquies wordt het woord “werkdag” vervangen door het woord “dienstdag”.

**Art. 44.** Artikel 24 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met twee leden luidend als volgt:

*“De verlofaanvraag moet ten minste één maand voor de aanvang van het verlof en uiterlijk op 1 juni vóór de aanvang van het verlof worden ingediend wanneer dat verlof op de eerste dag van het dienstjaar ingaat, behoudens schriftelijke toestemming van de inrichtende macht of haar afgevaardigde.*

*De inrichtende macht of haar afgevaardigde is verplicht binnen vijftien werkdagen na de indiening van het verzoek te reageren en elke weigering te motiveren.”*

**HOOFDSTUK 8 — Wijzigingen van koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestaties in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra**

**Art. 45.** In artikel 10duodecies van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestaties in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, wordt het tweede lid geschrapt;

2° in § 2, wordt het tweede lid geschrapt;

3° in § 3, eerste lid, worden de woorden “10quatuordecies/1” ingevoegd tussen de woorden “10quatuordecies” en de woorden “10quindecies”;

4° in dezelfde § 3 wordt het tweede lid als volgt vervangen: “De in artikel 10quatuordecies/1 bedoelde verlenging van de deeltijdse terbeschikkingstelling is echter aan de toestemming van de inrichtende macht of haar afgevaardigde onderworpen.”;

5° een § 3/1 wordt ingevoegd als volgt:

*“§ 3/1. In afwijking van de voorgaande leden kan, wanneer de behouden functie als schaars wordt vastgesteld overeenkomstig het artikel 2 van het decreet betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, de in § 3 bedoelde verlenging jaarlijks door de Regering verlengd worden op vraag van het personeelslid, en voor zover de behouden functie nog steeds schaars is, zonder dat de datum waarop het personeelslid de wettelijke pensioenleeftijd bereikt overschreden mag worden.*

*Een personeelslid mag het aantal maanden beschikbaarheid voor persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het ouderdomspensioen niet hebben uitgeput vóór de datum waarop hij besluit met pensioen te gaan, in naleving van het eerste lid.*

*In afwijking van het vorige lid kan de in het eerste lid bedoelde verlenging worden verleend tot de laatste dag van de maand die eindigt op het schooljaar waarin het personeelslid het aantal maanden van beschikbaarheid voor persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen heeft uitgeput.”*

**Art. 46.** In artikel 10quatuordecies/1, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “kunnen gedurende maximaal 48 maanden [...] genieten” vervangen door de woorden “kunnen vanaf de leeftijd van 58 jaar en gedurende maximaal 48 maanden [...] genieten”.

**HOOFDSTUK 9** — *Wijzigingen van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 juni 1989 betreffende het verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid, toegekend aan het personeelslid van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, dat 50 jaar is of ten minste twee kinderen heeft die niet ouder zijn dan 14 jaar, en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid vóór het rustpensioen*

**Art. 47.** In artikel 2, eerste lid, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 juni 1989 betreffende het verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid, toegekend aan het personeelslid van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, dat 50 jaar is of ten minste twee kinderen heeft die niet ouder zijn dan 14 jaar, en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid vóór het rustpensioen worden de woorden "De Minister of zijn afgevaardigde" vervangen door de woorden "De inrichtende macht of haar afgevaardigde".

**Art. 48.** In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het tweede lid wordt aangevuld met de woorden "of haar afgevaardigde." ;

2° een derde lid wordt toegevoegd als volgt:

*"De inrichtende macht of haar afgevaardigde is verplicht binnen vijftien werkdagen na de indiening van het verzoek te reageren en elke weigering te motiveren."* .

**Art. 49.** In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In het derde lid worden de woorden "de Minister" vervangen door de woorden "de inrichtende macht of haar afgevaardigde".

2° in het vierde lid worden de woorden "aan de Minister langs het hiërarchische kanaal" vervangen door de woorden "aan de inrichtende macht of haar afgevaardigde via het hoofd van de inrichting";

3° een nieuw, vijfde lid wordt ingevoegd als volgt:

*"De inrichtende macht of haar afgevaardigde is verplicht binnen vijftien werkdagen na de indiening van het verzoek te reageren en elke weigering te motiveren."* ;

4° het nieuwe, zesde lid wordt aangevuld met de woorden "behalve wanneer het in hoofdstuk II bedoelde verlof van rechtswege wordt beëindigd overeenkomstig artikel 5." .

**HOOFDSTUK 10** — *Wijzigingen van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 februari 1990 betreffende het verlof voor verminderde prestaties toegekend aan de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs, die 50 jaar zijn of ten minste twee kinderen hebben die niet ouder zijn dan 14 jaar en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden vóór het rustpensioen*

**Art. 50.** In artikel 2, eerste lid, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 februari 1990 betreffende het verlof voor verminderde prestaties toegekend aan de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs, die 50 jaar zijn of ten minste twee kinderen hebben die niet ouder zijn dan 14 jaar en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden vóór het rustpensioen, worden de woorden "De Minister of zijn afgevaardigde" vervangen door de woorden "De inrichtende macht of haar afgevaardigde."

**Art. 51.** In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het tweede lid wordt aangevuld met de woorden "of haar afgevaardigde;"

2° een derde lid wordt toegevoegd als volgt:

*"De inrichtende macht of haar afgevaardigde is verplicht binnen vijftien werkdagen na de indiening van het verzoek te reageren en elke weigering te motiveren."* .

**Art. 52.** In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid worden de woorden "de inrichtende macht" vervangen door de woorden "het hoofd van de inrichting";

2° in het derde lid worden de woorden "de Minister" vervangen door de woorden "de inrichtende macht of haar afgevaardigde".

3° het vierde lid wordt aangevuld met de woorden "of haar afgevaardigde via het hoofd van de inrichting";

4° een vijfde lid wordt ingevoegd als volgt:

*"De inrichtende macht of haar afgevaardigde is verplicht binnen vijftien werkdagen na de indiening van het verzoek te reageren en elke weigering te motiveren."* .

**HOOFDSTUK 11** — *Wijzigingen van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 februari 1990 betreffende het verlof voor verminderde prestaties toegekend aan het personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra die de leeftijd van 50 jaar bereikt hebben of ten minste twee kinderen ten laste hebben die niet ouder zijn dan 14 jaar en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden vóór het rustpensioen*

**Art. 53.** In artikel 2, eerste lid, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 februari 1990 betreffende het verlof voor verminderde prestaties toegekend aan het personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra die de leeftijd van 50 jaar bereikt hebben of ten minste twee kinderen ten laste hebben die niet ouder zijn dan 14 jaar en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid vóór het rustpensioen, worden de woorden "De Minister of zijn afgevaardigde" vervangen door de woorden "De inrichtende macht of haar afgevaardigde."

**Art. 54.** In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het tweede lid wordt vervangen door hetgeen volgt:

*"De verlofaanvraag moet ten minste één maand voor de aanvang van het verlof en uiterlijk op 1 juni vóór de aanvang van het verlof worden ingediend wanneer dat verlof op 1 september ingaat, behoudens schriftelijke toestemming van de inrichtende macht of haar afgevaardigde."* ;

2° een vierde lid wordt toegevoegd als volgt:

*"De inrichtende macht of haar afgevaardigde is verplicht binnen vijftien werkdagen na de indiening van het verzoek te reageren en elke weigering te motiveren."* .



**Art. 55.** In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid worden de woorden “de inrichtende macht” vervangen door de woorden “de directeur van het Centrum.”

2° in het derde lid worden de woorden “de Minister” vervangen door de woorden “de inrichtende macht of haar afgevaardigde”.

3° het vierde lid wordt aangevuld met de woorden “of haar afgevaardigde via de directeur van het Centrum”;

4° een nieuw vijfde lid wordt ingevoegd als volgt:

*“De inrichtende macht of haar afgevaardigde is verplicht binnen vijftien werkdagen na de indiening van het verzoek te reageren en elke weigering te motiveren.”*

**HOOFDSTUK 12** — *Wijzigingen van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1991 betreffende het verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid, toegekend aan de personeelsleden van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap die de leeftijd van 50 jaar bereikt hebben of ten minste twee kinderen ten laste hebben die niet ouder zijn dan 14 jaar en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid vóór het rustpensioen*

**Art. 56.** In artikel 2, eerste lid, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1991 betreffende het verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid, toegekend aan de personeelsleden van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap die de leeftijd van 50 jaar bereikt hebben of ten minste twee kinderen ten laste hebben die niet ouder zijn dan 14 jaar en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid vóór het rustpensioen worden de woorden “De Minister of zijn afgevaardigde” vervangen door de woorden “De inrichtende macht of haar afgevaardigde”.

**Art. 57.** In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het tweede lid wordt aangevuld met de woorden “of haar afgevaardigde;”

2° een derde lid wordt toegevoegd als volgt:

*“De inrichtende macht of haar afgevaardigde is verplicht binnen vijftien werkdagen na de indiening van het verzoek te reageren en elke weigering te motiveren.”*

**Art. 58.** In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het derde lid worden de woorden “de Minister” vervangen door de woorden “de inrichtende macht of haar afgevaardigde”.

2° in het vierde lid worden de woorden “aan de Minister langs het hiërarchische kanaal” vervangen door de woorden “aan de inrichtende macht of haar afgevaardigde via de directeur van het Centrum”;

3° een nieuw, vijfde lid wordt ingevoegd als volgt:

*“De inrichtende macht of haar afgevaardigde is verplicht binnen vijftien werkdagen na de indiening van het verzoek te reageren en elke weigering te motiveren.”* ;

4° in het nieuwe, zesde lid worden de woorden “, behoudens in toepassing van artikel 8bis,” ingevoegd tussen de woorden “mogen in geen geval” en de woorden “hun volledige opdrachtlast hervatten”.

**HOOFDSTUK 13** — *Wijzigingen van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra*

**Art. 59.** In artikel 2 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 2, eerste lid worden de woorden “heeft hij recht:

1° op de gedeeltelijke onderbreking van de halftijdse beroepsloopbaan indien hij minder dan tien jaar dienstanciënniteit telt;

op de gedeeltelijke onderbreking van de halftijdse, vierdetijdse of vijfdetijdse beroepsloopbaan als hij ten minste 10 jaar dienstanciënniteit telt.”

vervangen door de woorden “heeft hij recht op de gedeeltelijke onderbreking van de halftijdse, vierdetijdse of vijfdetijdse beroepsloopbaan.”

2° in 2° in § 2, wordt het tweede lid geschrapt.

**Art. 60.** In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 2, eerste lid, worden de woorden “bedoeld in artikel 4, § 1” vervangen door de woorden “bedoeld in § 1” en worden de woorden “naar behoren vastgesteld” geschrapt;

2° § 2 wordt aangevuld met een tweede lid dat luidt als volgt:

*“Het voorgaande lid is niet van toepassing op het administratief personeel en het meester- en dienstpenseel onderworpen aan het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, aan het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, aan het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpenseel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, noch op het administratief personeel onderworpen aan het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen.”*

HOOFDSTUK 14 — *Wijzigingen van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, de verloven voor opdrachten en terbeschikkingstellingen voor bijzondere opdracht in het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd onderwijs*

**Art. 61.** In artikel 6, § 1, eerste lid, 6°, van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, de verloven voor opdrachten en terbeschikkingstellingen voor bijzondere opdracht in het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "op grond van het decreet van 8 april 1976 houdende de voorwaarden voor erkenning en subsidiëring van de organisaties voor permanente opvoeding van de volwassenen of voor sociaal-culturele promotie van de werknemers" worden vervangen door de woorden "op grond van het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding";

2° de woorden "op grond van het decreet van 17 juli 1987 betreffende de erkenning en subsidiëring van instellingen voor sociaal-professionele inschakeling of voor voortgezette beroepsopleiding" worden vervangen door de woorden "op grond van het decreet van de Franse gemeenschapscommissie van 27 april 1995 betreffende de erkenning van organismen voor socio-professionele inschakeling en de subsidiëring van hun beroepsopleidingsactiviteiten voor werklozen en laag geschoolde werkzoekenden gericht op het vergroten van hun kans op het vinden of terugvinden van werk in het raam van gecoördineerde voorzieningen voor socio-professionele inschakeling of op grond van het decreet van het Waalse Gewest van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socio-professionele inschakeling".

**Art. 62.** In artikel 14, vierde lid, van hetzelfde decreet worden de tweede en derde zin geschrapt.

**Art. 63.** In artikel 14bis van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het derde lid wordt de eerste zin aangevuld met de woorden ", na gunstig advies van de behandelend arts van het personeelslid";

2° een zevende en laatste lid wordt toegevoegd als volgt:

*"Voor de toepassing van het derde lid kan het personeelslid, als het advies van de huisarts van het personeelslid verschilt van het advies van de instelling die door de Regering van de Franse Gemeenschap wordt belast met de controle op de afwezigheid wegens ziekte, kan het personeelslid een beroep indienen bij een deskundig arts zoals beschreven in de artikelen 11 tot en met 17 van het decreet van 22 december 1994 houdende dringende maatregelen inzake onderwijs."*

HOOFDSTUK 15 — *Wijziging van het decreet van 5 juli 2000 houdende de regeling inzake verlof en disponibiteit wegens ziekte of invaliditeit van sommige personeelsleden uit het onderwijs*

**Art. 64.** In artikel 5 van het decreet van 5 juli 2000 houdende de regeling inzake verlof en disponibiteit wegens ziekte of invaliditeit van sommige personeelsleden uit het onderwijs, worden de woorden "wanneer een controle verricht door de instelling belast door de Regering van de Franse Gemeenschap met de controle van de afwezigheden wegens ziekte of invaliditeit bevestigt dat deze afwezigheden te wijten zijn aan de zwangerschapstoestand van het personeelslid" vervangen door de woorden "wanneer de betrokkene een attest overlegt van de behandelende arts waarin wordt verklaard dat de afwezigheden aan de zwangerschap zijn toe te schrijven, uitsluitend gebruikmakend van het formulier waarvan het model door de Regering van de Franse Gemeenschap wordt bepaald."

**TITEL 3 — SPECIFIEKE BEPALINGEN VOOR HET BUITENGEWOON ONDERWIJS EN TOT WIJZIGING VAN HET DECREET VAN 3 MAART 2004 TOT ORGANISATIE VAN HET GESPECIALISEERD ONDERWIJS**

**Art. 65.** In het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs worden telkens de woorden "Hoge Raad voor het Buitengewoon Onderwijs" vervangen door de termen "Hoge Raad voor het Onderwijs voor Leerlingen met Bijzondere Behoeften" en worden telkens de woorden "Algemene Overlegraad voor het Gespecialiseerd Onderwijs" vervangen door de termen "Algemene Raad".

**Art. 66.** In artikel 15 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° § 2 wordt aangevuld met de volgende woorden "tot het einde van hun opleidingscyclus." ;

2° § 3 wordt geschrapt.

**Art. 67.** Artikel 26 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt:

*"Art. 26. § 1. Taalbadopleidingen in het buitengewoon onderwijs kunnen georganiseerd worden volgens de voorwaarden bepaald in artikelen 1.8.3-1 en volgende van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs.*

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, zijn de in artikelen 1.8.3-1 en volgende bepaalde voorwaarden niet van toepassing op leerlingen van het buitengewoon onderwijs type 7 voor wie de organisatie van de taalbaden onder elke inrichtende macht ressorteert.

Elke inrichtende macht van een school die buitengewoon onderwijs type 7 organiseert moet een gebarentaalproject opzetten dat in het inrichtingsproject wordt opgenomen. In het kader van dat project kan elke leerling van het buitengewoon onderwijs type 7 minstens 2 wekelijkse gebarentaalbadperiodes volgen. Ze worden verzekerd door een leerkracht kleuter- of basisonderwijs verantwoordelijk voor de taalbadcursussen.

Een gebarentaalbad sluit de studie of het taalbad mondeling Frans of de studie schriftelijk Frans niet uit. .

**Art. 68.** In artikel 57 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 6° wordt punt 7°;

2° een nieuw punt 6° wordt ingevoegd, luidend als volgt: "6° de klassenraad reikt het getuigschrift secundair onderwijs eerste graad uit aan leerlingen die slagen voor externe getuigschriftproeven."

**Art. 69.** Artikel 67 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt:

*"Art. 67. § 1 Taalbadopleidingen in het buitengewoon onderwijs kunnen georganiseerd worden volgens de voorwaarden bepaald in de artikelen 1.8.3-1 en volgende van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs.*

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, zijn de in artikelen 1.8.3-1 en volgende bepaalde voorwaarden niet van toepassing op leerlingen van het buitengewoon onderwijs type 7 voor wie de organisatie van de taalbaden onder elke inrichtende macht ressorteert."

**Art. 70.** Artikel 124, § 4, tweede lid van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt:

*“In geval van een vacature vóór het verstrijken van een ambtstermijn, voltooit de plaatsvervanger deze ambtstermijn en wordt een nieuw lid rechtstreeks als plaatsvervanger aangesteld door de organisaties die de inrichtende machten vertegenwoordigen en coördineren, met inachtneming van de regels betreffende de samenstelling van de comités bedoeld in artikel 124, § 2, leden 2 tot en met 4, en § 3. .*

**Art. 71.** In artikel 133, § 1, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt het woord “januari” vervangen door het woord “oktober”.

**Art. 72.** In artikel 148 van hetzelfde decreet wordt het laatste lid geschrapt.

**Art. 73.** In artikel 198, § 1, 2°, van hetzelfde decreet wordt punt *b)* vervangen door hetgeen volgt:

*“b) voor dit type gedurende twee opeenvolgende schooljaren 150% van de in artikelen 189 en 190 bepaalde rationalisatienorm behalen. Voor het buitengewoon onderwijs type 2 bedraagt de rationalisatienorm, in afwijking, 100% voor de schooljaren 2023-2024 tot en met 2025-2026.” .*

**Art. 74.** In artikel 210, § 1, van hetzelfde decreet worden de woorden “en dat er een school voor gespecialiseerd basisonderwijs, waaronder dit onderwijs van het type 5 zal ressorteren, georganiseerd of in de toelageregeling is opgenomen op de datum van inwerkingtreding van dit decreet” geschrapt.

**Art. 75.** In artikel 192 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt het woord “provincie” telkens vervangen door het woord “gebied”;

2° het tweede lid wordt geschrapt.

**Art. 76.** In artikel 198, § 3, van hetzelfde decreet wordt het woord “provincie” telkens vervangen door het woord “gebied”;

**Art. 77.** In artikel 200, § 6, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt het woord “provincie” vervangen door het woord “gebied”;

2° het tweede lid wordt geschrapt.

**Art. 78.** In artikel 205 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt het woord “provincie” telkens vervangen door het woord “gebied”;

2° het tweede lid wordt geschrapt.

#### TITEL 4 — SPECIFIEKE BEPALINGEN VOOR HET KWALIFICEREND ONDERWIJS

HOOFDSTUK 1 — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs*

**Art. 79.** In artikel 5bis, § 4, van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs, worden de woorden “elk jaar” vervangen door de woorden “om de twee jaar”.

**Art. 80.** In artikel 6, § 1, 2°, van hetzelfde decreet wordt een nieuw lid ingevoegd achter punt *d)*, dat als volgt luidt:

*“Indien echter een leerling ouder dan 18 jaar en jonger dan 21 jaar op 31 december is begonnen met een van de in artikel 2 bis, § 1, bedoelde opleidingen terwijl hij nog minderjarig was, kan hij zijn opleiding voortzetten en zijn hoedanigheid van regelmatige leerling behouden, mits hij vóór het einde van het schooljaar het minimumaantal uren opleidingsactiviteit door arbeid in het bedrijf als bedoeld in artikel 2ter voltooit. .*

**Art. 81.** In artikel 2bis, § 4, van hetzelfde decreet wordt het eerste lid vervangen door hetgeen volgt:

*“Voor leerlingen die aan de leerplicht zijn onderworpen en voor volwassen leerlingen die zijn uitgesloten in toepassing van de procedure voorzien in het decreet van 5 juli 2000, kan tijdens de opleiding bedoeld in § 1, 1° en 2°, een individuele opleidingsmodule georganiseerd worden die onder meer bestaat in de opstelling van het leefproject, de beroepsoriëntatie, het aanleren van de leefregels die gelden in het Centrum en in de maatschappij, het op peil brengen van de elementaire basiskennis, het verwerven van minimale vaardigheden om via het werk in een bedrijf toegang te krijgen tot de opleiding. .*

HOOFDSTUK 2 — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 11 april 2014 tot waarborging van de pedagogische uitrusting van het kwalificerend onderwijs en tot organisatie van de Centra voor gevorderde technologieën*

**Art. 82.** In artikel 2, 1°, van het decreet van 11 april 2014 tot waarborging van de pedagogische uitrusting van het kwalificerend onderwijs en tot organisatie van de Centra voor gevorderde technologieën worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste streepje worden de woorden “georganiseerd in het KEL-stelsel” vervangen door “van het kwalificerend onderwijstraject (KOT)”;

2° in het tweede streepje worden de woorden “georganiseerd in het KEL-stelsel” vervangen door “van het kwalificerend onderwijstraject (KOT)”;

**Art. 83.** In artikel 6 van hetzelfde decreet wordt een paragraaf 16 ingevoegd die luidt als volgt:

*“§ 16. In afwijking van de artikelen 42, 44 en 45 van het decreet van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012 houdende diverse maatregelen betreffende de uitvoering van de begroting en de budgettaire en algemene boekhouding, kan de Minister bevoegd voor verplicht onderwijs of haar afgevaardigde toestaan dat de pedagogische voorzieningen die door de Franse Gemeenschap ter beschikking van de CGT gesteld worden en haar eigendom blijven, zoals bepaald in artikel 4, § 1, tweede lid van dit decreet, wanneer ze niet langer gebruikt worden, tegen betaling kunnen overgedragen worden in het kader van een overheidsopdracht voor de aankoop van nieuwe voorzieningen bestemd voor CGT, onder de vorm van een korting, of kosteloos aan een vereniging zonder winstoogmerk bedoeld in artikel van dit decreet of gerecycled worden.” .*

## TITEL 5 — SPECIFIEKE BEPALINGEN VOOR WALLONIE-BRUXELLES ENSEIGNEMENT

HOOFDSTUK 1 — *Bepaling tot wijziging van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving*

**Art. 84.** In artikel 3, § 3bis, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, worden tussen de leden 7 en 8 de volgende leden ingevoegd:

*“Vanaf 1 januari 2024 wordt, volgens dezelfde bepalingen als in het voorgaande lid, een bijkomend bedrag afgehouden dat overeenstemt met een achtste van het verschil tussen de gemiddelde jaarlijkse kosten van een tot de stage toegelaten of vast benoemd lid van het arbeids- of meesterpersoneel en het bedrag van het voorgaande lid. De gemiddelde jaarlijkse kosten worden vastgesteld door de totale jaarlijkse kosten van het voorgaande jaar van het arbeids- of meesterpersoneel van de onderwijsinstellingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap die stage lopen of vast benoemd zijn met inbegrip van de voorbereiders, te delen door het gemiddelde jaarlijkse aantal voltijdse equivalenten dat zij in hetzelfde jaar vertegenwoordigden voor alle instellingen. Van 2025 tot en met 2031 wordt elk jaar een bijkomend achtste afgehouden.*

In de loop van het jaar 2030 ontvangt de Regering een rapport van haar diensten over de toepassing van het voorgaande lid. Dit rapport zal met name het aantal personeelsleden vermelden op wie het mechanisme van toepassing is en de evolutie ervan, het zal ook de voor- en nadelen analyseren, vanaf 1 januari 2032, van de rechtstreekse financiering van de kosten van dit personeel door de instelling enerzijds, of het behoud van de financiering ervan door het in het vorige lid bedoelde mechanisme, waarbij het afgehouden bedrag in voorkomend geval overeenstemt met de totaliteit van de voormelde gemiddelde jaarlijkse kosten anderzijds. In de analyse wordt enerzijds rekening gehouden met het belang van uniforme statutaire regels en procedures en de verschillende middelen om dit te bereiken, en anderzijds met het belang van eenvoudig en transparant administratief en budgettair beheer. De Regering stelt de regeling vast die met ingang van 1 januari 2032 van toepassing is. Indien de Regering ervoor kiest om het in het vorige lid bedoelde mechanisme te handhaven, met een afhouding die gelijk is aan de totale voormelde gemiddelde jaarlijkse kosten, zal de betaling van het benoemde arbeidspersoneel via een specifiek BA verloning gebeuren om het bedrag van de uitgaven voor dat personeel ten laste van de begroting van de Federatie Wallonië-Brussel te kunnen identificeren en de integrale verrekening ervan via de verschillende afhoudingen op de instellingen te garanderen. De parameters van de berekening worden jaarlijks aan de Regering meegedeeld. Indien de Regering kiest voor een andere dan de in het vorige lid bedoeld mechanisme, is het in dit kader vastgestelde decreet onderworpen aan de bevestiging van het Parlement binnen twaalf maanden na de goedkeuring ervan. Bij gebreke van een dergelijke bevestiging houdt het aan het einde van deze periode op effect te sorteren.”

HOOFDSTUK 2 — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap*

**Art. 85.** Artikel 194, § 4, van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, wordt aangevuld met de volgende twee leden:

*“Vanaf 1 januari 2024 wordt, volgens dezelfde bepalingen als in het voorgaande lid, een bijkomend bedrag afgehouden dat overeenstemt met een achtste van het verschil tussen de gemiddelde jaarlijkse kosten van een tot de stage toegelaten of vast benoemd lid van het arbeids- of meesterpersoneel en het bedrag van het voorgaande lid. De gemiddelde jaarlijkse kosten worden vastgesteld door de totale jaarlijkse kosten van het voorgaande jaar van het arbeids- of meesterpersoneel van de onderwijsinstellingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap die stage lopen of vast benoemd zijn met inbegrip van de voorbereiders, te delen door het gemiddelde jaarlijkse aantal voltijdse equivalenten dat zij in hetzelfde jaar vertegenwoordigden voor alle instellingen. Van 2025 tot en met 2031 wordt elk jaar een bijkomend achtste afgehouden.*

In de loop van het jaar 2030 ontvangt de Regering een rapport van haar diensten over de toepassing van het voorgaande lid. Dit rapport zal met name het aantal personeelsleden vermelden op wie het mechanisme van toepassing is en de evolutie ervan, het zal ook de voor- en nadelen analyseren, vanaf 1 januari 2032, van de rechtstreekse financiering van de kosten van dit personeel door de instelling enerzijds, of het behoud van de financiering ervan door het in het vorige lid bedoelde mechanisme, waarbij het afgehouden bedrag in voorkomend geval overeenstemt met de totale voormelde gemiddelde jaarlijkse kosten anderzijds. In de analyse wordt enerzijds rekening gehouden met het belang van uniforme statutaire regels en procedures en de verschillende middelen om dit te bereiken, en anderzijds met het belang van eenvoudig en transparant administratief en budgettair beheer. De Regering stelt de regeling vast die met ingang van 1 januari 2032 van toepassing is. Indien de Regering ervoor kiest om het in het vorige lid bedoelde mechanisme te handhaven, met een afhouding die gelijk is aan de totale voormelde gemiddelde jaarlijkse kosten, zal de betaling van het benoemde arbeidspersoneel via een specifiek BA verloning gebeuren om het bedrag van de uitgaven voor dat personeel ten laste van de begroting van de Federatie Wallonië-Brussel te kunnen identificeren en de integrale verrekening ervan via de verschillende afhoudingen op de instellingen te garanderen. De parameters van de berekening worden jaarlijks aan de Regering meegedeeld. Indien de Regering kiest voor een andere dan de in het vorige lid bedoeld mechanisme, is het in dit kader vastgestelde decreet onderworpen aan de bevestiging van het Parlement binnen twaalf maanden na de goedkeuring ervan. Bij gebreke van een dergelijke bevestiging houdt het aan het einde van deze periode op effect te sorteren.”

## TITEL 6 — BEPALINGEN MET BETREKKING TOT HET RECHT OP DECONNECTIE VAN DE PERSONEELSLEDEN

HOOFDSTUK 1 — *Bepalingen met betrekking tot het recht op disconnectie van de leden van het onderwijzend personeel*

*Afdeling 1* — Wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen

**Art. 86.** In hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt een nieuw artikel 4quinquies/1 ingevoegd, luidend als volgt:

*“Artikel 4quinquies/1. – Onverminderd naar behoren gemotiveerde spoedeisende gevallen en afhankelijk van de realiteit van de inrichtende machten, hebben de personeelsleden recht op disconnectie.*

*De voorwaarden voor dit recht en de invoering van mechanismen voor de regulering van het gebruik van digitale hulpmiddelen, met het oog op de eerbiediging van de rusttijden en het evenwicht tussen privé- en beroepsleven, worden door de Regering vastgesteld op voorstel van het Centraal Overlegcomité voor Wallonie Bruxelles Enseignement, bedoeld in artikel 31/1 van het bijzonder decreet tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap.*

*De in het vorige lid bedoelde voorwaarden en mechanismen moeten ten minste voorzien in:*

- de praktische voorwaarden voor de toepassing van het recht van het personeelslid om buiten zijn werktijd niet bereikbaar te zijn;*
- instructies voor het gebruik van digitale hulpmiddelen die ervoor zorgen dat de rusttijden, het verlof en het privé- en gezinsleven van het personeelslid gewaarborgd zijn;*
- opleidingen en bewustmakingsacties voor personeelsleden over het rationeel gebruik van digitale hulpmiddelen en de risico's die gepaard gaan met overmatige connectie." .*

*Afdeling 2 — Wijziging van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap en van personeelsleden van de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra*

**Art. 87.** In hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap en van personeelsleden van de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, wordt een nieuw artikel 2quinquies/1 ingevoegd als volgt:

*"Artikel 2quinquies/1. – Onverminderd naar behoren gemotiveerde spoedeisende gevallen en afhankelijk van de realiteit van de inrichtende machten, hebben de personeelsleden recht op deconnectie.*

*De voorwaarden voor dit recht en de invoering van mechanismen voor de regulering van het gebruik van digitale hulpmiddelen, met het oog op de eerbiediging van de rusttijden en het evenwicht tussen privé- en beroepsleven, worden door de Regering vastgesteld op voorstel van het Centraal Overlegcomité voor Wallonie Bruxelles Enseignement, bedoeld in artikel 31/1 van het bijzonder decreet tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap.*

*De in het vorige lid bedoelde voorwaarden en mechanismen moeten ten minste voorzien in:*

- de praktische voorwaarden voor de toepassing van het recht van het personeelslid om buiten zijn werktijd niet bereikbaar te zijn;*
- instructies voor het gebruik van digitale hulpmiddelen die ervoor zorgen dat de rusttijden, het verlof en het privé- en gezinsleven van het personeelslid gewaarborgd zijn;*
- opleidingen en bewustmakingsacties voor personeelsleden over het rationeel gebruik van digitale hulpmiddelen en de risico's die gepaard gaan met overmatige connectie." .*

*Afdeling 3 — Wijziging van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs*

**Art. 88.** In hoofdstuk II van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs wordt een nieuw artikel 12/1 ingevoegd:

*"Artikel 12/1. – Onverminderd naar behoren gemotiveerde spoedeisende gevallen en afhankelijk van de realiteit van de inrichtende machten, hebben de personeelsleden recht op deconnectie.*

*De voorwaarden voor dit recht en de invoering van mechanismen voor de regulering van het gebruik van digitale hulpmiddelen, met het oog op de eerbiediging van de rusttijden en het evenwicht tussen privé- en beroepsleven, worden door de Regering vastgesteld op voorstel van de bevoegde centrale paritaire comités.*

*De in het vorige lid bedoelde voorwaarden en mechanismen moeten ten minste voorzien in:*

- de praktische voorwaarden voor de toepassing van het recht van het personeelslid om buiten zijn werktijd niet bereikbaar te zijn;*
- instructies voor het gebruik van digitale hulpmiddelen die ervoor zorgen dat de rusttijden, het verlof en het privé- en gezinsleven van het personeelslid gewaarborgd zijn;*
- opleidingen en bewustmakingsacties voor personeelsleden over het rationeel gebruik van digitale hulpmiddelen en de risico's die gepaard gaan met overmatige connectie." .*

*Afdeling 4 — Wijziging van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs*

**Art. 89.** In hoofdstuk II van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, wordt een nieuw artikel 4ter/1 ingevoegd dat als volgt luidt:

*"Artikel 4ter/1. – Onverminderd naar behoren gemotiveerde spoedeisende gevallen en afhankelijk van de realiteit van de inrichtende machten, hebben de personeelsleden recht op deconnectie.*

*De voorwaarden voor dit recht en de invoering van mechanismen voor de regulering van het gebruik van digitale hulpmiddelen, met het oog op de eerbiediging van de rusttijden en het evenwicht tussen privé- en beroepsleven, worden door de Regering vastgesteld op voorstel van de bevoegde centrale paritaire comités.*

*De in het vorige lid bedoelde voorwaarden en mechanismen moeten ten minste voorzien in:*

- de praktische voorwaarden voor de toepassing van het recht van het personeelslid om buiten zijn werktijd niet bereikbaar te zijn;*
- instructies voor het gebruik van digitale hulpmiddelen die ervoor zorgen dat de rusttijden, het verlof en het privé- en gezinsleven van het personeelslid gewaarborgd zijn;*
- opleidingen en bewustmakingsacties voor personeelsleden over het rationeel gebruik van digitale hulpmiddelen en de risico's die gepaard gaan met overmatige connectie." .*

*Afdeling 5 — Wijzigingen van het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

**Art. 90.** In Titel II van het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt een nieuw artikel 14/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

*“Artikel 14/1. – Onverminderd naar behoren gemotiveerde spoedeisende gevallen en afhankelijk van de realiteit van de inrichtende machten, hebben de personeelsleden recht op deconnectie.*

*De voorwaarden voor dit recht en de invoering van mechanismen voor de regulering van het gebruik van digitale hulpmiddelen, met het oog op de eerbiediging van de rusttijden en het evenwicht tussen privé- en beroepsleven, worden door de Regering vastgesteld op voorstel van het Centraal Overlegcomité voor Wallonie Bruxelles Enseignement, bedoeld in artikel 31/1 van het bijzonder decreet tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap.*

*De in het vorige lid bedoelde voorwaarden en mechanismen moeten ten minste voorzien in:*

- de praktische voorwaarden voor de toepassing van het recht van het personeelslid om buiten zijn werktijd niet bereikbaar te zijn;*
- instructies voor het gebruik van digitale hulpmiddelen die ervoor zorgen dat de rusttijden, het verlof en het privé- en gezinsleven van het personeelslid gewaarborgd zijn;*
- opleidingen en bewustmakingsacties voor personeelsleden over het rationeel gebruik van digitale hulpmiddelen en de risico's die gepaard gaan met overmatige connectie.”*

**Art. 91.** In Titel III van hetzelfde decreet wordt een nieuw artikel 110/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

*“Artikel 110/1. – Onverminderd naar behoren gemotiveerde spoedeisende gevallen en afhankelijk van de realiteit van de inrichtende machten, hebben de personeelsleden recht op deconnectie.*

*De voorwaarden voor dit recht en de invoering van mechanismen voor de regulering van het gebruik van digitale hulpmiddelen, met het oog op de eerbiediging van de rusttijden en het evenwicht tussen privé- en beroepsleven, worden door de Regering vastgesteld op voorstel van de bevoegde centrale paritaire comités.*

*De in het vorige lid bedoelde voorwaarden en mechanismen moeten ten minste voorzien in:*

- de praktische voorwaarden voor de toepassing van het recht van het personeelslid om buiten zijn werktijd niet bereikbaar te zijn;*
- instructies voor het gebruik van digitale hulpmiddelen die ervoor zorgen dat de rusttijden, het verlof en het privé- en gezinsleven van het personeelslid gewaarborgd zijn;*
- opleidingen en bewustmakingsacties voor personeelsleden over het rationeel gebruik van digitale hulpmiddelen en de risico's die gepaard gaan met overmatige connectie.”*

**Art. 92.** In Titel IV van hetzelfde decreet wordt een nieuw artikel 203/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

*“Artikel 203/1. – Onverminderd naar behoren gemotiveerde spoedeisende gevallen en afhankelijk van de realiteit van de inrichtende machten, hebben de personeelsleden recht op deconnectie.*

*De voorwaarden voor dit recht en de invoering van mechanismen voor de regulering van het gebruik van digitale hulpmiddelen, met het oog op de eerbiediging van de rusttijden en het evenwicht tussen privé- en beroepsleven, worden door de Regering vastgesteld op voorstel van het bevoegde centrale paritaire comité.*

*De in het vorige lid bedoelde voorwaarden en mechanismen moeten ten minste voorzien in:*

- de praktische voorwaarden voor de toepassing van het recht van het personeelslid om buiten zijn werktijd niet bereikbaar te zijn;*
- instructies voor het gebruik van digitale hulpmiddelen die ervoor zorgen dat de rusttijden, het verlof en het privé- en gezinsleven van het personeelslid gewaarborgd zijn;*
- opleidingen en bewustmakingsacties voor personeelsleden over het rationeel gebruik van digitale hulpmiddelen en de risico's die gepaard gaan met overmatige connectie.”*

*Afdeling 6 — Wijzigingen van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten)*

**Art. 93.** In Titel III van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), wordt een nieuw artikel 93/1 ingevoegd dat als volgt luidt:

*“Artikel 93/1. – Onverminderd naar behoren gemotiveerde spoedeisende gevallen en afhankelijk van de realiteit van de inrichtende machten, hebben de personeelsleden recht op deconnectie.*

*De voorwaarden voor dit recht en de invoering van mechanismen voor de regulering van het gebruik van digitale hulpmiddelen, met het oog op de eerbiediging van de rusttijden en het evenwicht tussen privé- en beroepsleven, worden door de Regering vastgesteld op voorstel van het Centraal Overlegcomité voor Wallonie Bruxelles Enseignement, bedoeld in artikel 31/1 van het bijzonder decreet tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap.*

*De in het vorige lid bedoelde voorwaarden en mechanismen moeten ten minste voorzien in:*

- de praktische voorwaarden voor de toepassing van het recht van het personeelslid om buiten zijn werktijd niet bereikbaar te zijn;*
- instructies voor het gebruik van digitale hulpmiddelen die ervoor zorgen dat de rusttijden, het verlof en het privé- en gezinsleven van het personeelslid gewaarborgd zijn;*
- opleidingen en bewustmakingsacties voor personeelsleden over het rationeel gebruik van digitale hulpmiddelen en de risico's die gepaard gaan met overmatige connectie.”*

**Art. 94.** In Titel IV van hetzelfde decreet wordt een nieuw artikel 219/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

*“Artikel 219/1. – Onverminderd naar behoren gemotiveerde spoedeisende gevallen en afhankelijk van de realiteit van de inrichtende machten, hebben de personeelsleden recht op deconnectie.*

*De voorwaarden voor dit recht en de invoering van mechanismen voor de regulering van het gebruik van digitale hulpmiddelen, met het oog op de eerbiediging van de rusttijden en het evenwicht tussen privé- en beroepsleven, worden door de Regering vastgesteld op voorstel van het bevoegde centrale paritaire comité.*

*De in het vorige lid bedoelde voorwaarden en mechanismen moeten ten minste voorzien in:*

- de praktische voorwaarden voor de toepassing van het recht van het personeelslid om buiten zijn werktijd niet bereikbaar te zijn;*
- instructies voor het gebruik van digitale hulpmiddelen die ervoor zorgen dat de rusttijden, het verlof en het privé- en gezinsleven van het personeelslid gewaarborgd zijn;*
- opleidingen en bewustmakingsacties voor personeelsleden over het rationeel gebruik van digitale hulpmiddelen en de risico's die gepaard gaan met overmatige connectie.”*

**Art. 95.** In Titel V van hetzelfde decreet wordt een nieuw artikel 338/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

*“Artikel 338/1. – Onverminderd naar behoren gemotiveerde spoedeisende gevallen en afhankelijk van de realiteit van de inrichtende machten, hebben de personeelsleden recht op deconnectie.*

*De voorwaarden voor dit recht en de invoering van mechanismen voor de regulering van het gebruik van digitale hulpmiddelen, met het oog op de eerbiediging van de rusttijden en het evenwicht tussen privé- en beroepsleven, worden door de Regering vastgesteld op voorstel van het bevoegde centrale paritaire comité.*

*De in het vorige lid bedoelde voorwaarden en mechanismen moeten ten minste voorzien in:*

- de praktische voorwaarden voor de toepassing van het recht van het personeelslid om buiten zijn werktijd niet bereikbaar te zijn;*
- instructies voor het gebruik van digitale hulpmiddelen die ervoor zorgen dat de rusttijden, het verlof en het privé- en gezinsleven van het personeelslid gewaarborgd zijn;*
- opleidingen en bewustmakingsacties voor personeelsleden over het rationeel gebruik van digitale hulpmiddelen en de risico's die gepaard gaan met overmatige connectie.”*

*Afdeling 7 — Wijziging van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra*

**Art. 96.** In hoofdstuk II van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra, wordt een nieuw artikel 11/1 ingevoegd dat als volgt luidt:

*“Artikel 11/1. – Onverminderd naar behoren gemotiveerde spoedeisende gevallen en afhankelijk van de realiteit van de inrichtende machten, hebben de personeelsleden recht op deconnectie.*

*De voorwaarden voor dit recht en de invoering van mechanismen voor de regulering van het gebruik van digitale hulpmiddelen, met het oog op de eerbiediging van de rusttijden en het evenwicht tussen privé- en beroepsleven, worden door de Regering vastgesteld op voorstel van het bevoegde centrale paritaire comité.*

*De in het vorige lid bedoelde voorwaarden en mechanismen moeten ten minste voorzien in:*

- de praktische voorwaarden voor de toepassing van het recht van het personeelslid om buiten zijn werktijd niet bereikbaar te zijn;*
- instructies voor het gebruik van digitale hulpmiddelen die ervoor zorgen dat de rusttijden, het verlof en het privé- en gezinsleven van het personeelslid gewaarborgd zijn;*
- opleidingen en bewustmakingsacties voor personeelsleden over het rationeel gebruik van digitale hulpmiddelen en de risico's die gepaard gaan met overmatige connectie.”*

*Afdeling 8 — Wijziging van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra*

**Art. 97.** In Hoofdstuk II van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra wordt een nieuw artikel 13/1 ingevoegd dat als volgt luidt:

*“Artikel 13/1. – Onverminderd naar behoren gemotiveerde spoedeisende gevallen en afhankelijk van de realiteit van de inrichtende machten, hebben de personeelsleden recht op deconnectie.*

*De voorwaarden voor dit recht en de invoering van mechanismen voor de regulering van het gebruik van digitale hulpmiddelen, met het oog op de eerbiediging van de rusttijden en het evenwicht tussen privé- en beroepsleven, worden door de Regering vastgesteld op voorstel van het bevoegde centrale paritaire comité.*

*De in het vorige lid bedoelde voorwaarden en mechanismen moeten ten minste voorzien in:*

- de praktische voorwaarden voor de toepassing van het recht van het personeelslid om buiten zijn werktijd niet bereikbaar te zijn;*
- instructies voor het gebruik van digitale hulpmiddelen die ervoor zorgen dat de rusttijden, het verlof en het privé- en gezinsleven van het personeelslid gewaarborgd zijn;*
- opleidingen en bewustmakingsacties voor personeelsleden over het rationeel gebruik van digitale hulpmiddelen en de risico's die gepaard gaan met overmatige connectie.”*

*Afdeling 9 — Wijziging van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap*

**Art. 98.** In Titel I van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, wordt een nieuw artikel 3quinquies/1 ingevoegd dat als volgt luidt:

*“Artikel 3quinquies/1. – Onverminderd naar behoren gemotiveerde spoedeisende gevallen en afhankelijk van de realiteit van de inrichtende machten, hebben de personeelsleden recht op deconnectie.*

*De voorwaarden voor dit recht en de invoering van mechanismen voor de regulering van het gebruik van digitale hulpmiddelen, met het oog op de eerbiediging van de rusttijden en het evenwicht tussen privé- en beroepsleven, worden door de Regering vastgesteld op voorstel van het Centraal Overlegcomité voor Wallonie Bruxelles Enseignement, bedoeld in artikel 31/1 van het bijzonder decreet tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap.*

*De in het vorige lid bedoelde voorwaarden en mechanismen moeten ten minste voorzien in:*

- de praktische voorwaarden voor de toepassing van het recht van het personeelslid om buiten zijn werktijd niet bereikbaar te zijn;*
- instructies voor het gebruik van digitale hulpmiddelen die ervoor zorgen dat de rusttijden, het verlof en het privé- en gezinsleven van het personeelslid gewaarborgd zijn;*
- opleidingen en bewustmakingsacties voor personeelsleden over het rationeel gebruik van digitale hulpmiddelen en de risico's die gepaard gaan met overmatige connectie.” .*

**Afdeling 10 — Wijziging van het decreet van 10 maart 2006  
betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst**

**Art. 99.** In Titel I van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst wordt een nieuw artikel 12/1 ingevoegd dat als volgt luidt:

*“Artikel 12/1. - Onverminderd naar behoren gemotiveerde spoedeisende gevallen en afhankelijk van de realiteit van de inrichtende machten, hebben de personeelsleden recht op deconnectie.*

*De voorwaarden voor dit recht en de invoering van mechanismen voor de regulering van het gebruik van digitale hulpmiddelen, met het oog op de eerbiediging van de rusttijden en het evenwicht tussen privé- en beroepsleven, worden door de Regering vastgesteld op voorstel van het bevoegde centrale paritaire comité.*

*De in het vorige lid bedoelde voorwaarden en mechanismen moeten ten minste voorzien in:*

- de praktische voorwaarden voor de toepassing van het recht van het personeelslid om buiten zijn werktijd niet bereikbaar te zijn;*
- instructies voor het gebruik van digitale hulpmiddelen die ervoor zorgen dat de rusttijden, het verlof en het privé- en gezinsleven van het personeelslid gewaarborgd zijn;*
- opleidingen en bewustmakingsacties voor personeelsleden over het rationeel gebruik van digitale hulpmiddelen en de risico's die gepaard gaan met overmatige connectie.” .*

**Afdeling 11 — Wijzigingen van het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen**

**Art. 100.** In Titel II van het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen wordt een nieuw artikel 72/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

*“Artikel 72/1. – Onverminderd naar behoren gemotiveerde spoedeisende gevallen en afhankelijk van de realiteit van de inrichtende machten, hebben de personeelsleden recht op deconnectie.*

*De voorwaarden voor dit recht en de invoering van mechanismen voor de regulering van het gebruik van digitale hulpmiddelen, met het oog op de eerbiediging van de rusttijden en het evenwicht tussen privé- en beroepsleven, worden door de Regering vastgesteld op voorstel van het Centraal Overlegcomité voor Wallonie Bruxelles Enseignement, bedoeld in artikel 31/1 van het bijzonder decreet tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap.*

*De in het vorige lid bedoelde voorwaarden en mechanismen moeten ten minste voorzien in:*

- de praktische voorwaarden voor de toepassing van het recht van het personeelslid om buiten zijn werktijd niet bereikbaar te zijn;*
- instructies voor het gebruik van digitale hulpmiddelen die ervoor zorgen dat de rusttijden, het verlof en het privé- en gezinsleven van het personeelslid gewaarborgd zijn;*
- opleidingen en bewustmakingsacties voor personeelsleden over het rationeel gebruik van digitale hulpmiddelen en de risico's die gepaard gaan met overmatige connectie.” .*

**Art. 101.** In Titel II van hetzelfde decreet wordt een nieuw artikel 97/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

*“Artikel 97/1. – Onverminderd naar behoren gemotiveerde spoedeisende gevallen en afhankelijk van de realiteit van de inrichtende machten, hebben de personeelsleden recht op deconnectie.*

*De voorwaarden voor dit recht en de invoering van mechanismen voor de regulering van het gebruik van digitale hulpmiddelen, met het oog op de eerbiediging van de rusttijden en het evenwicht tussen privé- en beroepsleven, worden door de Regering vastgesteld op voorstel van de bevoegde centrale paritaire comités.*

*De in het vorige lid bedoelde voorwaarden en mechanismen moeten ten minste voorzien in:*

- de praktische voorwaarden voor de toepassing van het recht van het personeelslid om buiten zijn werktijd niet bereikbaar te zijn;*
- instructies voor het gebruik van digitale hulpmiddelen die ervoor zorgen dat de rusttijden, het verlof en het privé- en gezinsleven van het personeelslid gewaarborgd zijn;*
- opleidingen en bewustmakingsacties voor personeelsleden over het rationeel gebruik van digitale hulpmiddelen en de risico's die gepaard gaan met overmatige connectie.” .*

**Art. 102.** In Titel II van hetzelfde decreet wordt een nieuw artikel 138/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

*“Artikel 138/1. – Onverminderd naar behoren gemotiveerde spoedeisende gevallen en afhankelijk van de realiteit van de inrichtende machten, hebben de personeelsleden recht op deconnectie.*

*De voorwaarden voor dit recht en de invoering van mechanismen voor de regulering van het gebruik van digitale hulpmiddelen, met het oog op de eerbiediging van de rusttijden en het evenwicht tussen privé- en beroepsleven, worden door de Regering vastgesteld op voorstel van de bevoegde centrale paritaire comités.*



De in het vorige lid bedoelde voorwaarden en mechanismen moeten ten minste voorzien in:

- de praktische voorwaarden voor de toepassing van het recht van het personeelslid om buiten zijn werktijd niet bereikbaar te zijn;
- instructies voor het gebruik van digitale hulpmiddelen die ervoor zorgen dat de rusttijden, het verlof en het privé- en gezinsleven van het personeelslid gewaarborgd zijn;
- opleidingen en bewustmakingsacties voor personeelsleden over het rationeel gebruik van digitale hulpmiddelen en de risico's die gepaard gaan met overmatige connectie." .

HOOFDSTUK 2 — Bepalingen met betrekking tot het recht op deconnectie van de personeelsleden van de universiteiten

Afdeling 1 — Wijzigingen van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat

**Art. 103.** In Hoofdstuk III van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat wordt een afdeling 8 ingevoegd met de titel "Rechten van het personeelslid op deconnectie".

**Art. 104.** In afdeling 8, ingevoegd bij artikel 103, wordt een artikel 49*undecies* ingevoegd dat als volgt luidt:

"Artikel 49*undecies*. – Onverminderd naar behoren gemotiveerde spoedeisende gevallen en afhankelijk van de realiteit van de inrichtende machten, hebben de personeelsleden recht op deconnectie.

De voorwaarden voor dit recht en de invoering van mechanismen voor de regulering van het gebruik van digitale hulpmiddelen, met het oog op de eerbiediging van de rusttijden en het evenwicht tussen privé- en beroepsleven, worden door de raad van bestuur vastgesteld op voorstel van het bevoegde basisoverlegcomité.

De in het vorige lid bedoelde voorwaarden en mechanismen moeten ten minste voorzien in:

- de praktische voorwaarden voor de toepassing van het recht van het personeelslid om buiten zijn arbeidsprestaties niet bereikbaar te zijn;
- instructies voor het gebruik van digitale hulpmiddelen die ervoor zorgen dat de rusttijden, het verlof en het privé- en gezinsleven van het personeelslid gewaarborgd zijn;
- opleidingen en bewustmakingsacties voor personeelsleden over het rationeel gebruik van digitale hulpmiddelen en de risico's die gepaard gaan met overmatige connectie." .

Afdeling 2 — Wijzigingen van het koninklijk besluit van 31 oktober 1953 tot vaststelling van het statuut van de geaggregeerden, de repetitors en het wetenschappelijk personeel bij de Rijksuniversiteiten

**Art. 105.** In Titel I van het koninklijk besluit van 31 oktober 1953 tot vaststelling van het statuut van de geaggregeerden, de repetitors en het wetenschappelijk personeel bij de Rijksuniversiteiten, wordt een hoofdstuk V ingevoegd met de titel "Rechten van het personeelslid op deconnectie".

**Art. 106.** In Hoofdstuk V, ingevoegd bij artikel 105, wordt een artikel 33 bis ingevoegd dat als volgt luidt:

"Artikel 33bis. – Onverminderd naar behoren gemotiveerde spoedeisende gevallen en afhankelijk van de realiteit van de inrichtende machten, hebben de personeelsleden recht op deconnectie.

De voorwaarden voor dit recht en de invoering van mechanismen voor de regulering van het gebruik van digitale hulpmiddelen, met het oog op de eerbiediging van de rusttijden en het evenwicht tussen privé- en beroepsleven, worden door de raad van bestuur vastgesteld op voorstel van het bevoegde basisoverlegcomité.

De in het vorige lid bedoelde voorwaarden en mechanismen moeten ten minste voorzien in:

- de praktische voorwaarden voor de toepassing van het recht van het personeelslid om buiten zijn werktijd niet bereikbaar te zijn;
- instructies voor het gebruik van digitale hulpmiddelen die ervoor zorgen dat de rusttijden, het verlof en het privé- en gezinsleven van het personeelslid gewaarborgd zijn;
- opleidingen en bewustmakingsacties voor personeelsleden over het rationeel gebruik van digitale hulpmiddelen en de risico's die gepaard gaan met overmatige connectie." .

Afdeling 3 — Wijzigingen van het koninklijk besluit van 30 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van het leidinggevend en het attachépersoneel, het administratief personeel, het onderzoeksassistentpersoneel, het leidinggevend personeel, de verpleegkundigen, de toezichthouders op de werken en de tekenaars, het paramedisch personeel en het gespecialiseerd personeel van de universiteiten en de universitaire faculteit van de Franse Gemeenschap

**Art. 107.** In het koninklijk besluit van 30 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van het bestuurs- en toegevoegd personeel, hulppersoneel voor onderzoek, beheerspersoneel, de kinderverzorgsters, werkopzichters en tekenaars, het paramedisch en gespecialiseerd personeel van de universiteiten en de universitaire faculteit van de Franse Gemeenschap, wordt een Hoofdstuk VIIIbis ingevoegd met de titel "Rechten van het personeelslid op deconnectie".

**Art. 108.** In Hoofdstuk VIIIbis, ingevoegd bij artikel 107 van dit decreet, wordt een artikel 61bis ingevoegd dat luidt als volgt:

"Artikel 61bis. – Onverminderd naar behoren gemotiveerde spoedeisende gevallen en afhankelijk van de realiteit van de inrichtende machten, hebben de personeelsleden recht op deconnectie.

De voorwaarden voor dit recht en de invoering van mechanismen voor de regulering van het gebruik van digitale hulpmiddelen, met het oog op de eerbiediging van de rusttijden en het evenwicht tussen privé- en beroepsleven, worden door de raad van bestuur vastgesteld op voorstel van het bevoegde basisoverlegcomité.

De in het vorige lid bedoelde voorwaarden en mechanismen moeten ten minste voorzien in:

- de praktische voorwaarden voor de toepassing van het recht van het personeelslid om buiten zijn werktijd niet bereikbaar te zijn;
- instructies voor het gebruik van digitale hulpmiddelen die ervoor zorgen dat de rusttijden, het verlof en het privé- en gezinsleven van het personeelslid gewaarborgd zijn;
- opleidingen en bewustmakingsacties voor personeelsleden over het rationeel gebruik van digitale hulpmiddelen en de risico's die gepaard gaan met overmatige connectie." .

TITEL 7 — *SLOTBEPALING*

**Art. 109.** Dit decreet treedt in werking op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van:

- de artikelen 3, 10, 12, 17 tot en met 22, 24, 28 tot en met 33, 38, 1<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>, 39 tot en met 43, 62 tot en met 64 en 73 die in werking treden met het oog op de start van het school- of academiejaar 2023-2024;
- artikel 38, 2<sup>o</sup>, dat in werking treedt op 3 februari 2021;
- artikelen 8, 9, 11, 13, 14 tot en met 16, 23, 25 tot en met 27, 34 tot en met 37, 44 tot en met 61, en Titel 5, die in werking treden op 1 januari 2024.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 18 januari 2024.

De Minister-president, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor Sociale promotie,  
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen  
en belast met het toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement",  
F. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,  
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire Ziekenhuizen,  
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en de Promotie van Brussel,  
F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,  
C. DESIR

—  
Nota

(1) Zitting 2023-2024

Bescheiden van het Parlement. – Ontwerp van decreet, nr. 628-1 – Verslag van de commissie, nr.628-2 - Tekst aangenomen binnen de commissie, nr.628-3 - Tekst aangenomen in plenaire vergadering, nr. 628-4  
Integraal verslag. – Bespreking en aanneming - Zitting van 17 januari 2024.

---

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

[C – 2024/001098]

**18 JANVIER 2024. — Décret portant assentiment à l'Arrangement entre l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et le Royaume de Belgique concernant le statut du personnel temporaire engagé par, et mis en fonction dans, un organisme OTAN situé sur le territoire du Royaume de Belgique, fait à Bruxelles le 7 février 2022 (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit,

**Article unique.** L'Arrangement entre l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et le Royaume de Belgique concernant le statut du personnel temporaire engagé par, et mis en fonction dans, un organisme OTAN situé sur le territoire du Royaume de Belgique, fait à Bruxelles le 7 février 2022, sortira son plein et entier effet.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 18 janvier 2024.

Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
P.-Y. JEHOLET

Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances  
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,  
F. DAERDEN

Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,  
B. LINARD

Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,  
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,  
F. BERTIEAUX

Ministre de l'Éducation,  
C. DESIR

—  
Note

(1) Session 2023-2024

Documents du Parlement. – Projet de décret, n<sup>o</sup> 637-1 - Texte adopté en séance plénière, n<sup>o</sup> 637-2  
Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 17 janvier 2024.